

SEPT ANS DE « GUERRE AU TERRORISME »

PATRICE JORLAND *

En politique extérieure, le bilan des deux mandats de G. W. Bush s'achève sur une accumulation d'échecs dont le fil conducteur se déroule autour de la « guerre au terrorisme » qui entraîna les États-Unis à vouloir « pacifier » une large partie de ce monde instable, sauvage et dangereux que les GIs dénomment « territoires indiens » et qui se situent au Moyen-Orient. L'auteur discute la responsabilité des coupables de ce fiasco généralement circonscrits sur quatre groupes : les grandes compagnies pétrolières, le lobby pro-israélien, les évangéliques et les neocons. Bien que Barack Obama semble avoir une autre vision du Moyen-Orient, il n'est pas certain que cela suffise à atténuer le désastre.

*« Brigands du monde, depuis que, dévastant tout, ils n'ont plus de terres à ravager, ils fouillent la mer; avides de posséder, si l'ennemi est riche, de tyranniser, s'il est pauvre, ni l'Orient, ni l'Occident ne les a rassasiés; seuls entre tous ils convoitent avec la même ardeur l'opulence et l'indigence. Voler, massacrer, ravir, voilà ce que leur vocabulaire mensonger appelle autorité, et faire le vide, pacification.»
Tacite ¹*

Interrogé le 3 novembre 1999 par la chaîne WHDH-TV, George Walker Bush, qui concourait aux primaires du parti républicain, ne sut citer le nom du général Pervez

* HISTORIEN-GÉOGRAPHE

¹ À la mort de son beau-père, Cn. Julius Agricola, dans lequel il voyait l'incarnation des vertus civiques et militaires de Rome, Tacite voulut lui dresser un tombeau littéraire. Cela le conduisit à traiter de la « Bretagne », où Agricola avait effectué l'essentiel de sa carrière des honneurs, et donc à relater l'histoire des sept années de campagnes que celui-ci avait menées pour soumettre les Calédoniens. À la veille de la dernière, en 83 de l'ère commune, ceux-ci étaient parvenus à s'unir et, avant que de combattre, leur chef Calgacus leur tint un discours pour les inciter à résister aux Romains. Ces paroles ne nous paraissent pas avoir perdu de leur force (traduction dans « *Vie d'Agricola* », collection de « la Budé », p. XXXI).

Musharraf qu'un coup d'État militaire avait hissé une quinzaine de jours auparavant à la tête du Pakistan, et, en une autre occasion, il donna l'impression qu'il confondait les taliban avec un groupe de musique pop, le « *tall band* » ou quelque chose d'approchant. Battu en novembre 2000, et cependant imposé par la Cour suprême en décembre, puis brillamment (ré) élu en 2004, le 43^e président des États-Unis aura eu, depuis, l'occasion de se constituer un abondant carnet d'adresses étrangères et d'enrichir son lexique de termes exotiques. Du moins peut-on le supposer.

Alors que ce second mandat s'achève sur une accumulation d'échecs extérieurs – et sur une crise économique de nature systémique –, il convient de s'interroger sur ce qui relève de la doctrine et sur ce qui participe de la grande stratégie. Si le bilan devait être entièrement porté au débit de l'équipe sortante, une nouvelle administration pourrait en effet suffire à corriger le cap et à redresser la situation, *a fortiori* si les prochaines élections présidentielles faisaient entrer, pour la première fois, un mulâtre réputé progressiste à la Maison-Blanche. Mais on sait que la plupart des parlementaires et dirigeants démocrates, que les médias quasi unanimes, que nombre de « *think tanks* », ces instances d'analyse et de réflexion supposées indépendantes, ont longtemps soutenu d'enthousiasme la politique extérieure du jeune Bush, en particulier dans la région du monde où celle-ci fut la plus active, le « Grand Moyen-Orient ».

« Le match commence demain »

Le 10 septembre 2001, les très longues oreilles de la National Security Agency captèrent deux messages téléphoniques en arabe envoyés d'Afghanistan en Arabie séoudite, qui ne furent traduits que le surlendemain. Le premier disait « Demain, heure zéro » et le second « Le match commence demain ». De fait, le 11 septembre, trois appareils allèrent percuter les tours jumelles du World Trade Center de New York, d'une part, et le Pentagone à Washington, d'autre part, cependant qu'un quatrième avion, vraisemblablement destiné à frapper le Capitole, s'écrasait dans la campagne de Pennsylvanie. Avec 3 021 victimes immédiates, dont les 19 pirates de l'air, les pertes humaines dépassaient celles de Pearl Harbor. Aussi, selon une thèse encore soutenue aujourd'hui, y aurait-il l'« avant » et l'« après » 9/11, les djihadistes ayant également détourné le cours de la politique américaine, et donc de l'histoire humaine ².

² *The Economist*: « After Bush, A special report on America and the world », 29 mars 2008.

Cette analyse n'est pas sans arguments. Pendant la campagne qui l'avait opposé à Albert Gore, le jeune Bush s'était fait le chantre d'une politique « humble » à l'égard du monde extérieur, thème qu'aurait repris sa conseillère pour les questions internationales dans un article-programme publié par la revue *Foreign Affairs*³. À lire de plus près, l'administration Clinton était accusée d'avoir navigué sans boussole et d'avoir ainsi dilapidé les incomparables ressources de la « puissance hors de pair ». Les intérêts humanitaires—Haïti par exemple—et ceux de la communauté internationale—l'ONU—ne devraient plus se substituer à l'intérêt national. Fi donc des traités menaçant l'*American way of life* (protocole de Kyoto), restreignant les capacités des États-Unis (interdiction des mines ou des bombes à fragmentation), ou plaçant ses citoyens sous la contrainte du droit international (TPI)! Par contre, édification résolue d'une défense anti-missile, redéfinition de l'Otan et programmes de renforcement de l'instrument militaire. Comme le souligne James Mann, jamais un groupe de conseillers n'avait été autant convaincu du rôle déterminant de la puissance militaire, ni si fortement concentré sur les moyens du Pentagone. On commet donc un contresens : il ne s'agissait pas de promouvoir une politique plus modeste, mais de faire preuve d'une rigueur dans la promotion de l'« intérêt national » confinant à l'unilatéralisme de principe.

Une chose reste cependant vraie, il n'y avait dans l'article précité aucune référence au « terrorisme international », ni à Al Qaida. Oussama Ben Laden n'était devenu une priorité pour les services secrets américains qu'avec les attentats-suicides du 7 août 1998 contre les ambassades à Nairobi et Dar es Salaam. Une équipe spéciale avait été formée au sein de la CIA et un poste de coordinateur pour la protection des infrastructures et le contre-terrorisme créé au sein du Conseil de sécurité nationale. Une directive présidentielle du 22 mai 1998 accordait à son titulaire, Richard Clarke, un statut de « *principal* » qui le plaçait au même rang que les secrétaires à la défense et aux affaires étrangères. La traque fut lancée, qui cherchait à décapiter le réseau en tuant ou en capturant son chef, alors installé en Afghanistan. Aucun des plans élaborés n'alla jusqu'à son terme et l'on peut penser

³ Condoleezza Rice: « Promoting the National Interest », *Foreign Affairs*, janvier-février 2000. Condi avait été la cheville ouvrière du groupe des « Vulcains » qui conseillèrent le candidat Bush, avant que de peupler son cabinet de guerre. Sur ce sujet, James Mann, *Rise of the Vulcans, the History of Bush's War Cabinet*, NY 2004.

que cette focalisation sur l'homme n'aida pas à comprendre la structure et le mode de fonctionnement de son organisation. Des avertissements nombreux furent toutefois donnés, qui se multiplièrent et se précisèrent au cours de l'été 2001. L'alerte lancée, le 10 juillet, par le directeur de la CIA George Tenet à Condoleezza Rice, qui était devenue la conseillère pour la sécurité nationale, tomba dans les oreilles d'une sourde. Les résumés qu'il présentait chaque matin au président (*Presidential daily brief*) y revenaient de façon lancinante: celui du 6 août par exemple évoquait la possibilité de détournements d'avions et rappelait l'attentat de 1993 contre le World Trade Center. De son côté, Richard Clarke, qui avait perdu le statut accordé par Clinton, n'était pas autorisé à informer le nouveau président sur le terrorisme. La première réunion des « principaux » sur ce sujet ne fut organisée que le 4 septembre et resta de pure forme, puisque aucune proposition, par exemple celle de placer des *Air marshals* fédéraux à bord des avions de ligne, ne fut retenue⁴. La nouvelle administration se préoccupait avant tout de défense anti-missile et de ses relations avec la Chine ou la Russie. Pour elle, l'existence de réseaux transnationaux n'était qu'une vue de l'esprit, car le terrorisme ne pouvait être qu'un instrument au service d'un État. C'était donc sur ces « États scélérats » qu'il fallait se concentrer et non point, comme le jeune Bush l'avait dit à sa conseillère, continuer à « faire des moulinets avec un chasse-mouches ».

Global War on Terror « GWOT »

Le choc fut immense sur une population dont le territoire continental n'avait jamais été attaqué depuis la guerre de 1812 avec l'Angleterre. Ce sentiment de sanctuarisation avait été

⁴ Il est exact que la CIA n'avait pas décelé la nature précise de l'opération du 11 septembre et que la rivalité qui l'oppose de fondation au FBI a coûté cher. Les travaux des diverses commissions d'enquête et les témoignages de plusieurs protagonistes démontrent cependant la responsabilité politique de l'administration Bush. Les mémoires de George Tenet, *At the Center of the Storm*, NY, 2007, protègent le 43^e président, celles de Richard Clarke, *Against all enemies*, NY 2004 sont sévères. L'obsession des membres de la cellule de la CIA et de Richard Clarke était telle que les premiers se comparaient à la « famille Manson », la secte qui avait assassiné l'actrice Sharon Tate, et le second au capitaine Achab poursuivant sa baleine blanche.

conforté par la fin de la guerre froide et l'éclatement de l'URSS, par le gouffre creusé entre les forces des États-Unis et celles du reste du monde (*ROW*). Or, l'inquiétude était avivée par les rumeurs et la crainte que le 11 septembre ne fût qu'une première salve, que suivrait l'utilisation d'armes de destruction massive, comme le laissait penser l'envoi de lettres contenant des spores d'anthrax. L'administration Bush, qui avait été surprise en plein sommeil et, si l'on peut ajouter, les yeux bandés, ne tarda pas à se ressaisir. Des décisions draconiennes furent prises afin d'assurer la sécurité du territoire et, alors que les gestes de soutien et de solidarité affluaient du monde entier, un « grand récit » (*grand narrative*) fut promptement rédigé, qui empruntait d'ailleurs beaucoup à celui de l'administration précédente. Les États-Unis, puissance généreuse, n'étaient pas haïs et n'avaient pas été attaqués à cause de ce qu'ils faisaient, mais pour ce qu'ils étaient, le moteur de la modernité, le havre de la liberté, un modèle démocratique permettant à chaque individu de se faire sa place au soleil et de vivre dans le confort. Leur ennemi désigné était le « terrorisme » qui, avec les attentats du 9/11, venait de leur déclarer la guerre et la seule réponse possible était d'engager contre lui une « guerre mondiale » (*global war on terror* ou *GWOT*). Le nouveau président avait dans un premier temps utilisé le terme de « croisade » (*crusade*), qui a en américain le sens de mobilisation civique, pour l'abandonner quand il s'aperçut que l'histoire du reste du monde était un peu plus ancienne que celle du Texas.

Engager une guerre de longue durée (*the long war*) contre le terrorisme présentait plusieurs avantages. Sur le plan de la politique intérieure, tout d'abord, cela faisait oublier que Bush le Jeune avait été mal élu et, en ralliant autour du président l'ensemble du peuple américain, permettrait d'asseoir son autorité. Pour son « cerveau », Karl Christian Rove, il deviendrait possible de consolider la coalition ébauchée à l'époque de Reagan (partisans de l'État minimal/adversaires de la « discrimination positive »/fondamentalistes attachés aux « valeurs »/suprématistes de la puissance américaine), de fonder durablement l'hégémonie de cette droite et d'imposer un nouveau paradigme qui effacerait complètement celui du *New Deal*. Il s'accompagnerait d'une véritable transformation de l'ordre institutionnel par le simple fait que toute guerre longue entretient un « état d'exception » et qu'en temps de guerre, la prééminence du chef des armées libère l'exécutif des contrôles qu'exerce le législatif, du contrepoids que représente le Congrès, des lenteurs de l'énorme bureaucratie centrale et de toutes les limitations juridiques, que celles-ci

relèvent du droit international ou qu'elles découlent du droit interne. C'est à cela que le vice-président Richard Bruce « Dick » Cheney et son équipe se sont consacrés avec une inébranlable constance. *Last but not least*, on pouvait compter sur le secrétaire à la Défense, Donald Henry Rumsfeld, pour que l'instrument privilégié de la « présidence impériale », à savoir le Pentagone, fût enfin domestiqué ⁵.

Sur le plan international, quand bien même Al Qaida ait été immédiatement désignée coupable, ce qu'elle aura la bonne grâce de reconnaître à maintes reprises, la catégorie « terrorisme » reste suffisamment difficile à définir pour être aisément instrumentalisée. C'est ainsi qu'elle recouvrait, dans un passé encore récent, l'ANC d'Afrique du sud ou l'OLP et qu'elle englobe aujourd'hui des formations ou groupes aussi différents que le PKK, les FARC, les maoïstes népalais, les Tigres de l'Eelam, la Nouvelle Armée du Peuple des Philippines, le Hamas ou le Hezbollah. Plus le phénomène terroriste est récurrent, plus sa diffusion demeure floue, plus les relations entre ses acteurs s'avèrent complexes et plus la « guerre » sera longue, plus massifs deviendront les moyens qui lui seront accordés, plus complet devra être le consensus national nécessaire pour la conduire.

Mais le concept porte en lui-même une série de contradictions. À suivre Clausewitz, la « guerre est la simple continuation de la politique par d'autres moyens », ce qui signifie que la politique dicte les objectifs, la nature, le mode et le terme de la guerre, mais aussi, de façon dialectique, que le recours aux moyens de la guerre vient affecter la politique. Or, puisque cet ennemi dispose du don d'ubiquité, quel est le théâtre et quel peut être le plan d'opérations ? Puisque par définition cet ennemi ne peut être dissuadé, existe-il des limites à la guerre ou celle-ci sera-t-

⁵ Plusieurs ouvrages ont été consacrés à Dick Cheney. La série d'articles publiée dans le *Washington Post* par Barton Gellman vient d'être regroupée en un livre, sous le titre « *Angler* », qui renvoie au nom de code par lequel les agents chargés de la sécurité des personnalités désignent le vice-président. Donald Rumsfeld avait déjà été secrétaire à la défense dans l'administration Ford. Sa rivalité avec Bush l'Ancien étant légendaire, maints journalistes ont recouru à la psychanalyse pour tenter d'expliquer le choix du jeune Bush. Au cours de ce second mandat, Rumsfeld a su déployer sa maîtrise des luttes d'appareil, notamment contre le secrétariat d'État et la CIA, tout en multipliant les apophtegmes dont l'un des plus célèbres – « l'absence de preuve n'est pas la preuve de l'absence » – confine à la théologie. Voir Andrew Cockburn, *Caligula au Pentagone*, Vevey, 2007.

elle inévitablement « absolue » et d'une durée indéfinie ? Puisque la « haine viscérale de l'Amérique » est ce qui motive cet ennemi, sera-t-on jamais assuré que celui-ci aura été vaincu et donc que la victoire aura été remportée ? En bref, faire la « guerre » au terrorisme n'a aucun sens, mais le terrorisme peut servir de prétexte à la guerre. En retour, le terme « guerre » ne valorise-t-il pas un ennemi qui ne recherche que cela ? Compte tenu de la disparité manifeste des forces en présence, la guerre n'aiderait-elle pas l'ennemi à recruter de nouveaux volontaires, à élargir le soutien explicite ou implicite dont il bénéficie, et à justifier le recours aux attentats ? En définitive, les deux récits, celui de la « guerre mondiale contre la terreur » et celui d'Al Qaida sur le djihad des « chevaliers luttant sous la bannière du Prophète contre les juifs et les croisés », et sur le martyr auquel ces preux aspirent, se répondent et se nourrissent l'un l'autre ⁶.

Effet boomerang

En vérité, Oussama Ben Laden était une vieille connaissance des services américains, dont il avait été un allié utile mais indirect, et non point l'agent d'exécution que certains ont voulu décrire. Quant à l'Afghanistan, ce n'était pas une contrée inconnue. En l'occurrence, le boomerang lancé deux décennies auparavant faisait subitement retour.

La *révolution de Saïr* (avril 1978) en Afghanistan, qui avait porté au pouvoir les communistes du Parti Populaire Démocratique, inquiéta l'administration américaine, alors présidée par James Earl Carter, mais dès l'été 1979 la possibilité de piéger et de saigner l'Union soviétique parut s'offrir. Le 3 juillet, soit six mois avant l'entrée de troupes soviétiques, le conseiller pour la sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, recommanda d'apporter une aide aux islamistes afghans installés depuis des années au Pakistan. Puis, le 26 décembre, il rédigea, sous le titre « Réflexions sur l'intervention soviétique en Afghanistan », une note stratégique dont les propositions furent suivies à la lettre pendant une décennie : « Il est essentiel que la résistance afghane continue. Cela implique plus d'argent pour les rebelles, ainsi que la fourniture d'armements et d'une assistance technique. Pour ce faire, nous devons tout à la fois réassurer le Pakistan et l'encourager à aider les rebelles. Cela nécessitera une révision

⁶ Gilles Kepel, *Terreur et Martyre, Relever le défi de civilisation*, Paris, 2008.

de notre politique à l'égard du Pakistan, plus de garanties à ce pays, plus d'aide militaire et, hélas, la décision que notre politique sécuritaire le concernant ne pourra pas être dictée par notre politique en matière de non-prolifération. Nous devons encourager les Chinois à aider aussi les rebelles. Nous devons nous concerter avec les pays islamiques afin qu'une campagne de propagande et une campagne d'actions clandestines soient déployées au bénéfice des rebelles.» Dans un mémorandum écrit la semaine suivante, il précisait : « Notre but ultime est le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Même si cela n'est pas réalisable, nous devrions rendre l'implication soviétique aussi coûteuse que possible.» En 1985, alors que l'URSS préparait le retrait recherché, l'administration Reagan voulut obtenir une défaite soviétique qui laverait celle du Vietnam. Elle accrut son financement et fournit des armes plus létales encore ⁷.

Une guerre par procuration avait donc été poursuivie dont le grand quartier général était formé par la CIA et les forces spéciales, l'Inter-Services Intelligence (ISI) pakistanais et le General Intelligence Department (GID) séoudien, alors dirigé par le prince Turki al-Faisal. S'y adjoignirent la plupart des gouvernements occidentaux, leurs services secrets et leurs ONGs, la Chine, l'Égypte, les émirats du Golfe, les mouvements, associations et fondations qui pullulèrent alors dans le *dar el-islam*, l'Iran jouant sa propre partition. Les « sept nains de Peshawar », c'est-à-dire les sept groupes islamistes installés au Pakistan, furent activement financés, armés et entraînés, l'appel au djihad fut propagé dans le monde musulman, avec une audience suffisante pour que quelques milliers de volontaires fissent, chaque année, l'excursion du saint combat. Celle-ci disposait en particulier de la logistique du Bureau des services (*Maktab al Khadamat*) créé à Peshawar par l'association du jeune Oussama Ben Laden, dont les liens familiaux avec la Maison des Séoud et les rapports de travail avec le GID étaient très étroits, et du théologien jordanopalestinien Abdallah Azzam. Le premier assurait le financement et la médiatisation, le second une formation idéologique dans la tradition des Frères musulmans. Ce Bureau, d'où naîtra Al

⁷ Les notes de Brzezinski ont été publiées dans le cadre du *Cold War International Project*, de même que des documents soviétiques. Ces archives prouvent que, contrairement à ce qui avait été clamé à l'époque, l'objectif de Moscou n'était pas d'atteindre les mers chaudes de l'océan Indien-l'Afghanistan est d'ailleurs enclavé -, mais de soutenir la révolution dans un pays faisant partie de sa « sphère d'influence ».

Qaida, ouvrit plusieurs branches de recrutement à l'étranger, aux États-Unis en particulier ⁸.

Sans vouloir faire l'histoire de cette guerre, un certain nombre de données doivent être rappelées dont les effets jouent toujours :

– Avec l'extension de la « guerre froide » au Moyen-Orient, l'objectif stratégique des États-Unis était de faire refluer la vague du nationalisme arabe, trop attaché à la cause des Palestiniens, trop progressiste dans ses visées sociales, trop tiers-mondiste pour accepter le pillage des ressources naturelles, trop neutraliste pour s'opposer à l'URSS. Contre cet adversaire, la carte religieuse – Frères musulmans, wahhabisme que soutenait et diffusait l'Arabie séoudite – était utile. Mais la guerre d'Afghanistan fit passer cette collaboration à un autre niveau, celui du djihad armé et globalisé dont elle fournit la matrice. Entre 1982 et 1992, quelque 35 000 extrémistes musulmans affluèrent au Pakistan et, des dizaines de milliers d'autres allèrent étudier dans les *madrassas* ouvertes par les militaires de ce pays. En même temps qu'elle détournait le monde musulman de l'attirance que pouvait exercer la révolution iranienne, la guerre par procuration infectait le Pakistan et visait la déstabilisation des républiques soviétiques d'Asie centrale. Comme on le sait, cette génération d'« Afghans » se répandra ensuite de l'Algérie aux Philippines, en passant par la Bosnie et la Tchétchénie.

– La prise du pouvoir par les taliban ne fit pas disparaître cette connivence avec l'islamisme radical et le salafisme. D'une part, les dirigeants américains avaient de longue date sous-traité la réorganisation de l'Afghanistan aux services pakistanais, parrains du mouvement talib, et, d'autre part, l'ordre rétabli par celui-ci était de bon augure, qui ouvrait une voie de pénétration vers les « stans », les républiques d'Asie centrale désormais indépendantes. À quoi s'ajoutait le fait que les « écoliers » étaient violemment anti-iraniens et anti-chiites. La « Voix de l'Amérique » fut un temps considérée comme la radio officielle du nouveau régime et, en dépit des protestations féministes, un lobby s'activa aux

⁸ Les ouvrages abondent : Jean-Pierre Filiu, *Les frontières du jihad*, Paris 2006 ; *Al-Qaida dans le texte*, présenté par Gilles Kepel, Paris, 2005 et 2008 ; Mahmood Mamdani, *La CIA et la fabrique du terrorisme islamique*, Demopolis, Paris, 2007 ; John K. Cooley, *CIA et Jihad, 1950-2001*, Autrement, Paris, 2002 ; Steve Coll, *Ghost Wars*, Londres 2005 est le plus détaillé sur les activités de la CIA.

États-Unis jusqu'au printemps 2001 pour faire aboutir un projet de gazoduc traversant le pays depuis le Turkménistan. Le seul contentieux véritable portait sur l'hospitalité accordée à OBL⁹. – Le djihad antisoviétique vit également la construction de plusieurs mythes dont l'efficace persiste. Le premier fut énoncé par Ronald Reagan en désignant le 21 mars 1982 comme la journée de l'Afghanistan: « Les combattants de la liberté d'Afghanistan défendent les principes d'indépendance et de liberté qui forment la base de la sécurité et de la stabilité mondiales. » Quand bien même il n'a pas résisté à l'épreuve de la réalité, à savoir la guerre civile, les exactions, les trafics de toutes sortes, le délitement de l'État avec la dissolution de l'armée et de la police, qui suivirent l'entrée des moudjahidine dans Kaboul en 1992, ce mythe perdure autour du culte occidental d'Ahmed Shah Massoud. Le deuxième est celui de la défaite de l'armée soviétique qui, il est vrai, n'était pas configurée pour ce type de conflit et enregistra de lourdes pertes matérielles du fait des Stinger et autres missiles Blow Pipes. Toutefois, son engagement n'a jamais atteint le niveau de celui de l'armée américaine au Vietnam, ne céda pas à la tentation de l'escalade et connut même une réduction dès 1985. Achievé le 15 février 1989, le retrait s'était effectué en bon ordre. Défendu par tous les protagonistes du djihad par procuration, ce mythe a entretenu la conviction des islamistes qu'ils étaient en mesure de défaire les plus grandes puissances, voire de les renverser, puisque court toujours la thèse selon laquelle la défaite en Afghanistan aurait scellé la chute de l'Union soviétique¹⁰. Enfin, il n'y aurait de place en Afghanistan que pour les islamistes, alors que le régime Najibullah était parvenu à élargir ses bases politiques et sociales, à conclure plusieurs accords avec d'anciens

⁹ Ahmed Rashid, *L'ombre des taliban*, Autrement, Paris, 2001.

¹⁰ Sur les aspects militaires, se reporter aux nombreux ouvrages de Gérard Chaliand, notamment *L'Amérique en guerre: Irak, Afghanistan*, Paris, 2007, et *Les guerres irrégulières XX^e-XXI^e siècle*, Paris, 2008. On ne saurait nier que la guerre en Afghanistan fut pour les Soviétiques une « sale guerre », comme le dira, à sa manière, le général Lebed: « Nous avons rapporté l'Afghanistan avec nous, dans nos âmes, dans nos cœurs, dans nos mémoires, dans nos coutumes, dans tout et à tous les niveaux. Cette médiocre aventure politique, cette tentative d'exporter une révolution qui n'avait pas encore fait ses preuves, a marqué le commencement de la fin. » D'autres guerres par procuration étaient alors conduites par les États-Unis et, au-delà des aléas politiques, la disparition de l'URSS s'éclaire essentiellement de l'intérieur.

adversaires, à se maintenir trois ans encore après le retrait des troupes soviétiques, survivant de plusieurs mois à l'URSS, avant que d'être victime à son tour d'une trahison.

« Liberté immuable »

Il y a toute raison de penser qu'avec le 11 septembre, Oussama Ben Laden voulait accomplir un coup d'éclat qui entraînerait les États-Unis à s'engluer en Afghanistan, où l'attentat-suicide contre Massoud venait d'écarter le principal adversaire des taliban. L'opération « *Enduring Freedom* » (Liberté immuable) débuta le 7 octobre 2001 par des frappes aériennes américaines et britanniques et, le 9 novembre, celles-ci contraignirent les taliban concentrés dans la ville septentrionale de Mazâr-e-Charif à décrocher, ouvrant ainsi la voie à l'Alliance du Nord. Soutenue jusqu'alors par l'Iran, la Russie et l'Inde, celle-ci entraîna quatre jours plus tard dans Kaboul. Le 7 décembre, le pilonnage de Kandahar fit tomber le bastion des « écoliers », où Oussama Ben Laden avait sa résidence familiale.

Trois remarques peuvent être faites à propos de l'opération. Le fait que les éléments engagés à terre étaient composés seulement de 110 agents de la CIA et de 316 hommes des forces spéciales ne constituait pas une révolution de l'art militaire¹¹. On peut en effet se demander si le retrait précipité et l'évaporation soudaine des taliban ne découlèrent pas plutôt de l'entretien que le secrétaire d'État adjoint, Richard Armitage, avait eu le 11 septembre, dans son bureau, avec l'ambassadeur du Pakistan et le général Mahmoud Ahmad, le chef de l'ISI alors de passage à Washington. Le message était simple : « Êtes-vous avec nous ou contre nous ? L'histoire commence aujourd'hui. » Il fut précisé l'après-midi, quand une série d'exigences fut présentée. En un mot, les États-Unis ne comptaient pas « entrer dans le souk pour marchander les prix », c'était à prendre ou à laisser. On suppose que les services pakistanais, soucieux de laisser passer la tempête, ont alors recommandé à leurs protégés afghans de disparaître momentanément dans la nature. Secundo, la seule action dirigée contre Al Qaida fut, à la mi-décembre, l'attaque des 1 500 arabes et tchéchènes réfugiés à la frontière avec le

¹¹ Jusqu'à la fin de 2001, l'opération fut l'application du plan qu'avait élaboré la CIA pour capturer Oussama Ben Laden, et elle a été conduite par elle, le Pentagone fournissant l'appui aérien et les missiles Tomahawk.

Pakistan, dans les grottes de Tora Bora qu'Oussama Ben Laden connaissait bien pour y avoir construit un réseau d'abris, de bunkers et de galeries vers la fin du djihad antisoviétique. Bombardements américains et assauts de bandes afghanes hâtivement formées laissèrent s'échapper les proies principales. Tertio, la riposte serait menée exclusivement à l'américaine, sous commandement américain, pour des objectifs américains et, dans un premier temps au moins, le shérif ne pouvait admettre comme adjoints que des membres de l'« *anglosphère* ». Lesquels prirent part à l'action plus conséquente menée en mars 2002 (*opération Anaconda*), qui ne se révéla guère plus concluante.

« Liberté immuable » présentait néanmoins des traits originaux. Elle signifiait, dès l'abord, l'implantation du Pentagone dans un espace dont l'intérêt stratégique était devenu capital : les bases militaires afghanes, notamment celle de Bagram et de Shindand, furent rénovées, élargies, formatées à l'américaine, cependant que des facilités étaient accordées par l'Ouzbékistan et la Kirghizie. On a oublié que l'opération comportait également d'autres volets, dans l'île de Basilan aux Philippines où 1 200 hommes furent chargés d'éliminer les groupes djihadistes Abu Sayyaf et Jemah Islamiyah, dans la Corne de l'Afrique où 2 000 hommes s'installèrent à Djibouti, dans l'ancien camp Lemonier de la Légion étrangère, en Kirghizie et dans les gorges de Pankisi en Géorgie, cependant que le programme Trans-Sahara concernait les pays africains partageant cet immense espace. En d'autres termes, la guerre contre la terreur revenait à pacifier une large partie de ce monde instable, sauvage et dangereux que les GIs dénomment « territoires indiens » (*injun territories*).

L'« axe du mal »

Plus encore, ce n'était là que le premier acte. D'autres devaient suivre, comme l'annonça le discours sur l'état de l'Union prononcé le 29 janvier 2002, harangue au cours de laquelle le président utilisa pour la première fois l'expression « axe du mal ». Celle-ci faisait référence au vocable « empire du mal » qu'avait utilisé en son temps Ronald Reagan, mais elle renvoyait aussi à l'axe formé jadis par l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste, le Japon militariste et leurs affidés, pour signifier : les enjeux sont similaires, il n'y aura pas de nouveau Munich, la guerre devra être aussi résolue qu'à l'époque. Le discours reprenait également une catégorie définie en mars 1994 par Anthony Lake, conseiller pour la sécurité nationale

du président William Jefferson Clinton, dans un article de la revue *Foreign Affairs*. Alors que la fin de la guerre froide a ouvert la perspective d'« un monde de marchés ouverts et de sociétés ouvertes », certains États, que l'auteur appelait « récalcitrants » (*backlash states*), « ne se contentent pas de choisir de rester en dehors de la famille [des nations], mais s'en prennent à ses valeurs élémentaires ». D'autres qualificatifs seront utilisés, États ou régimes « parias », « préoccupants », « hors-la-loi », etc., avant que le vocable « États scélérats » (*rogue states*) ne s'impose. Leurs noms seront cités par l'administration Clinton – l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord –, qui réapparaîtront dans le discours sur l'état de l'Union. Un document de 2002 consacré à la stratégie sécuritaire des États-Unis énoncera cinq critères de définition : le mauvais traitement de la population et la corruption des dirigeants, le non-respect du droit international et la violation des traités, la volonté d'acquisition d'armes de destruction massive à des fins de conquête ou de chantage, le soutien au terrorisme et, enfin, la haine des États-Unis et de ce qu'ils représentent. La réunion des cinq critères conduit à l'inscription sur l'« axe du mal ». Un cran au-dessous se trouvent ceux que Condoleezza Rice appellera plus tard les « *avant-postes de la tyrannie* » (Biélorussie, Birmanie, Syrie, Zimbabwe), sans parler du tenace régime cubain. Un continuum est donc établi entre la gouvernance interne, la posture internationale, la politique de défense et le comportement à l'égard des États-Unis, ce qui conduit tôt ou tard au renversement des régimes existants, puisqu'ils incarnent le mal et qu'ils menacent directement (armes de destruction massive) et/ou indirectement (terrorisme) le genre humain. Une articulation est par ailleurs établie entre « États scélérats », d'une part, « États faillis » (*failed states*) – la Somalie en est l'archétype – ou « en décomposition » (*failing states*), d'autre part, dans la mesure même où l'anarchie régnant dans ces pays attire les terroristes, qui y trouvent un champ libre. Dans cette catégorie peuvent également entrer les États s'adonnant à la production et au trafic des stupéfiants, ce qui élargit encore le spectre.

Le plus important a été dégagé par l'universitaire Robert Litwak : « L'État voyou, c'est celui qui a été désigné comme tel par les États-Unis », ce qui permet par exemple d'exonérer le Pakistan, qui dispose pourtant de l'arme nucléaire, qui a été le foyer d'une prolifération clandestine par le truchement du réseau de l'ingénieur A.Q. Khan, qui a formé et installé les taliban, qui organise des attentats au Cachemire et dans le reste de l'Inde, qui a vu se succéder les dictatures militaires et qui peut servir d'exemple de mal-développement, mais qui est un précieux allié

depuis 1951. On soulignera également que, primo, les États voyous et apparentés apparaissent dans des zones jugées stratégiques, l'Asie du Nord-Est (Corée), l'Asie du Sud-Est (Birmanie), la lisière de la Russie (Biélorussie) et, bien entendu, le Moyen-Orient, que, secundo, ce ne sont pas des compétiteurs militaires, ce qui permet de les châtier lors de campagnes illustrant la surpuissance des États-Unis, et, tertio, que de telles démonstrations avaient été déjà administrées sous Reagan (la Grenade) et Bush l'Ancien (Panama). Ce qui est nouveau avec le 43^e président, c'est la nature planétaire et non point régionale de l'ambition, c'est le caractère programmatique du propos ¹².

Aussi la guerre contre le terrorisme se trouva-t-elle reléguée au second plan. L'invasion de l'Irak a été envisagée dès le 12 septembre, l'ordre présidentiel de revoir le plan d'opérations concernant ce pays a été donné fin novembre et la décision d'entrer en action était déjà arrêtée en mars 2002. Plus d'une année sera consacrée à la préparation d'une campagne qui devait innover par rapport à celle de 1991 et démontrer le bien-fondé de la « transformation » dans laquelle Ronald Rumsfeld entraînait le Pentagone. La principale difficulté était toutefois ailleurs. L'Irak ne constituait en effet plus une menace pour aucun de ses voisins, et certainement pas pour Israël. En dépit des rodomontades de Saddam Hussein, le pays avait perdu son rôle régional, son économie était exsangue, sa population meurtrie par l'embargo décrété par l'ONU en août 1990, et le programme « pétrole contre nourriture » lancé en 1991 n'avait pas empêché l'extension de la malnutrition ni l'effondrement du système de santé. Les enfants en étaient les premières victimes – 600 000 morts depuis 1990 du fait de l'embargo –, ainsi que les femmes dont le statut souffrait de la régression généralisée de la société. Deux zones d'exclusion aérienne avaient été imposées sur 60 % du territoire irakien, officiellement afin de protéger les Kurdes au nord du 36^e parallèle et les chiites au sud du 33^e. Décidées en interprétation de la résolution 688 de l'ONU, et respectées cependant par le régime de Bagdad, elles servaient de prétexte à de lourdes frappes récurrentes des aviations américaine et britannique.

¹² Robert S. Litwak, *Rogue States and U.S. Foreign Policy: Containment after the Cold War*, Johns Hopkins U.P., 2000, et Barthélémy Courmont (dir.), *Washington et les États voyous, une stratégie plurielle ?*, Paris, 2007).

L'administration Bush était confrontée à un dilemme : elle voulait agir, mais l'absence de *casus belli* signifiait qu'il s'agirait d'une guerre de choix (*war of choice*) et, de surcroît, préventive. L'année 2002 fut donc consacrée à « vendre la guerre » à partir du grand récit de la « GWOT », afin d'en faire une guerre préemptive, voire de légitime défense. Al Qaida travaillait avec Saddam Hussein, assura-t-on, qui était le complice, voire le commanditaire, des attentats du 11 septembre. L'Irak avait conservé des armes de destruction massive, que Ben Laden pourrait un jour utiliser sur le sol américain, et poursuivait clandestinement des programmes de développement pourtant interdits par le Conseil de sécurité. Selon les termes mêmes de Condoleezza Rice, il fallait agir avant que la « fumée du revolver (*smoking gun* qui signifie, au figuré, flagrant délit) ne devienne un champignon nucléaire ». La première étape consista à forcer la main de la « communauté américaine du renseignement », qui était pour le moins réticente, et pour cela, il fallait peser sur la CIA, la plus influente des agences, jusqu'à ce qu'elle fournisse les analyses attendues par le cabinet du vice-président Cheney. Le directeur George Tenet, déstabilisé par le 11 septembre, finit par céder, d'autant que, suivant ici une tactique déjà éprouvée, le Pentagone avait créé un bureau, l'*Office of Special Plans*, qui pouvait se substituer à la CIA¹³. On présentera pour preuves les rencontres que Mohamed Atta, le chef des pirates de l'air, aurait eues à Prague avec un agent irakien, de prétendus achats au Niger de concentré d'uranium (*yellowcake*), l'acquisition de 60 000 tubes d'aluminium que l'on affirma être destinés à la fabrication des centrifugeuses nécessaires à l'enrichissement de l'uranium, alors que c'était pour des obus. L'assurance de l'administration, le soutien que lui apportait en définitive la CIA et la connivence des médias parvinrent à convaincre une opinion incertaine et un Congrès

¹³ John J. Judis et Spencer Ackerman, « The Selling of the Iraq War: The first Casualty », *New Republic*, 30 juin 2003, et Thomas Powers, *The Military Error, Baghdad and beyond in America's War of Choice*, NYRB, 2008. L'OSP était sous la responsabilité de Douglas Feith, qui était chargé des affaires politiques au Pentagone. La tactique dite de l'« équipe B », consistant à créer une instance *ad hoc* afin de saper l'autorité de la CIA, avait été testée en 1976 (à propos des capacités militaires de l'URSS) et reprise en 1998 (au sujet de la défense anti-missiles). Paul Wolfowitz avait participé à ces deux manœuvres, la seconde ayant été conduite par Donald Rumsfeld.

partagé ¹⁴. À la demande de Tony Blair, on obtint du Conseil de sécurité l'exigence du retour en Irak de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unis (COCOVINU), créée le 17 décembre 1999 en remplacement de la Commission spéciale (UNSCOM), et lorsque, à la surprise de l'« *anglosphère* », Bagdad autorisa les inspecteurs à entrer dans le pays et à y travailler, la pression fut mise sur le président exécutif, Hans Blix, pour qu'il apporte des preuves dans les meilleurs délais. Londres joua sa partition en assurant que la menace était imminente et la suite est restée dans toutes les mémoires. La violation de la Charte de l'ONU était indéniable, tout comme la volonté de tromper le Congrès et d'entraîner le peuple américain dans une guerre illégale, motifs bien plus conséquents pour engager une procédure de destitution (*impeachment*) du président en exercice que les mensonges de son prédécesseur à propos de ses ébats amoureux.

Pourquoi l'Irak ?

On continue à spéculer sur les raisons qui ont poussé au choix de l'Irak. L'explication freudienne – le rejeton médiocre désireux d'en remonter à son géniteur ou encore voulant venger son père de ceux qui, naguère, auraient tenté de l'assassiner – n'est pas à exclure, mais elle ne peut éclairer que partiellement la psyché d'un des décideurs.

L'Irak n'était pas l'ennemi des États-Unis au Moyen-Orient. Jusqu'à la révolution du 14 juillet 1958, qui avait renversé la monarchie et hissé au pouvoir les Officiers libres, Bagdad avait été le siège du pacte régional réunissant les États affiliés à l'Occident et un point d'appui contre l'Égypte nassérienne. Il en alla tout autrement ensuite, et la CIA apporta sa contribution au putsch militaire du 8 février 1963 qui renversa le général Kassem et engagea la chasse aux communistes. L'accession au pouvoir du parti Baas et l'irrésistible ascension de Saddam Hussein n'inquiétèrent pas les États-Unis, même si ceux-ci comptaient avant tout sur la Turquie, l'Arabie séoudite et l'Iran. La volonté de Bagdad de prendre la tête du « front du refus » à la politique de

¹⁴ George Tenet est allé jusqu'à assurer que le dossier des armes de destruction massive était « en béton » (*slam dunk case*, en référence à une manière très spectaculaire de marquer des paniers au basket). Il faut voir dans cette complaisance désastreuse la raison pour laquelle les mémoires de Tenet épargnent la Maison-Blanche.

Sadate fut certes un motif durable de désaccord, mais la relance de la répression contre les Kurdes et contre les communistes, qui interrompit le soutien soviétique, et le boom économique permis par la hausse des cours du pétrole, qui offrait aux firmes occidentales d'importants contrats, ouvrirent, au milieu de la décennie 1970, « une histoire d'amour de quinze années » (Pierre-Jean Luizard). Les États-Unis laissèrent les Européens et les Japonais agir à Bagdad, pour se concentrer sur Téhéran, mais la révolution iranienne de 1979 les poussa à transférer leurs faveurs de l'Iran vers l'Irak. En septembre 1980, Zbigniew Brzezinski donna le feu vert à Saddam Hussein pour attaquer son voisin et, pendant la guerre de huit ans qui suivit, un appui politique, alimentaire, financier et militaire fut accordé à l'Irak. Les relations diplomatiques, qui avaient été rompues après la « guerre des Six Jours », furent rétablies le 25 novembre 1984 et l'administration Reagan accepta, à partir de l'année suivante, de vendre aux Irakiens des matériels de technologie avancée qui leur permettaient de développer leur arsenal, missiles balistiques compris. En 1986, alors que leur armée était au bord de la défaite, l'*US Navy* entra en action dans le Golfe pour retourner la situation. Le gazage des Kurdes à Halabja en mars 1988 ne modifia rien, et la fin de la guerre contre l'Iran, six mois plus tard, laissait espérer de nouveaux contrats.

Mais l'Irak était pris dans l'étau d'un endettement colossal – pour ne citer qu'un chiffre, les ventes cumulées de biens de haute technologie depuis 1984 avaient dépassé 14 milliards de dollars -, autorisé par l'Occident et les États pétroliers du Golfe. L'annexion du Koweït apparaissait au dictateur comme une issue possible, d'autant que le contentieux entre les deux pays était ancien et compliqué. Alors que l'invasion se préparait, l'ambiguïté des propos de l'ambassadrice April Glaspie put laisser croire que les États-Unis n'interviendraient pas. Il est vrai que l'administration de Bush l'Ancien s'était opposée aux tentatives parlementaires visant à sanctionner l'Irak pour sa course aux armements et qu'elle était très sensible aux intérêts des sociétés pétrolières, mais, piège ou initiative personnelle d'une arabiste, Saddam Hussein commettait un contresens sur la stratégie américaine dans cette partie du monde. En exclure l'influence soviétique et y briser le nationalisme progressiste, objectifs largement atteints à cette date, afin d'assurer la prépondérance militaire d'Israël, de permettre une production aussi massive et régulière que possible des hydrocarbures, d'ouvrir enfin, en corollaire, de larges débouchés aux biens et capitaux de l'Occident, cela était bien compris. Mais, si cette stratégie, suivie

avec constance depuis des décennies, avait délégué au chah le rôle de gendarme et à la Maison des Séoud celui de promoteur de l'islamisme le plus rétrograde, elle excluait l'émergence d'un *hégémon* régional. Certes, les États-Unis avaient porté à bout de bras l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, mais ils avaient laissé Israël vendre des armes et des pièces détachées au régime de Téhéran. Comme l'avait déclaré crûment Henry Kissinger : « Nous voulons qu'ils continuent à s'entretuer le plus longtemps possible. » Or, l'annexion du Koweït pouvait permettre à l'Irak d'acquérir une position prééminente parmi les producteurs de pétrole du Golfe, de peser sur les Émirats, voire de s'attaquer dans la foulée à la Maison des Séoud. C'est du moins ce spectre qui fut agité devant cette dernière afin de lui faire accepter la protection américaine (opération « *bouclier du désert* »), puis d'offrir son pays comme base à une vaste réplique militaire, placée sous l'égide d'une coalition internationale, conduite par les États-Unis et financée par leurs obligés. L'opération « *tempête du désert* » devait sceller la destruction du potentiel militaire de l'Irak, compléter la « transformation du monde » engagée avec la fin de la guerre froide et l'implosion en cours de l'URSS, assurer enfin un « nouvel ordre mondial » sous autorité américaine. Raison pour laquelle elle ne devait pas conduire à un éclatement de l'Irak, car celui-ci ouvrirait des perspectives inespérées aux mollahs iraniens. Les combats terrestres cessèrent donc au bout de cent heures, alors que le régime de Saddam Hussein paraissait sur le point de s'effondrer.

Cette ligne fut maintenue par l'administration Clinton, mais à la doctrine du « *double endiguement* » de l'Irak et de l'Iran que suivit cette dernière, le jeune Bush a substitué la doctrine du « *double refoulement* ». On commencerait par l'Irak, dont les capacités militaires étaient moindres, et l'Iran suivrait : comme le proclamait une phrase qui fit florès dans l'euphorie de l'opération « *Iraqi freedom* », « tout le monde veut aller à Bagdad, les vrais hommes veulent aller à Téhéran ». Si le cadre stratégique demeure le même, il reste à éclairer ce changement de doctrine. L'*hubris* que Zeus inspire à ceux qu'il veut perdre a animé un projet de restructuration politique et sociale qui serait conduit au nom de la nécessaire démocratisation d'un espace, le « Grand Moyen-Orient », resté à l'écart de la marche de l'histoire. Bien plus, les attentats du 11 septembre et la nationalité des pirates de l'air avaient révélé soudainement les ravages produits par la propagation de l'intégrisme. Un combat se livrait entre deux conceptions de l'islam, si bien que Washington devait rechercher d'autres alliés idéologiques que le wahhabisme et d'autres

lieux pour installer ses bases militaires que l'Arabie séoudite, «le pays des deux lieux saints». Cette situation avait conduit Oussama Ben Laden à se retourner contre les États-Unis et, en se prolongeant, elle nourrissait la propagande d'Al Qaida. L'Irak disposait d'un potentiel pétrolier qui, du fait des guerres, n'était pas suffisamment exploité. Il avait une tradition laïque. Ses Kurdes étaient des débiteurs depuis les opérations «*Provide Comfort I et II*» (avril 1991-fin 1996) et «*Northern Watch*» (à partir du 1^{er} janvier 1997). Les chiites, majoritaires dans le pays, étaient fort éloignés de leurs coreligionnaires iraniens et les souffrances que leur avait infligées la dictature de Saddam Hussein en feraient naturellement des partisans d'un Irak démocratique. Un modèle de modernité et de tolérance religieuse serait ainsi opposable à celui des mollahs iraniens. En tout cas, les exilés irakiens regroupés au sein du Conseil national (CNI) dirigé par Ahmad Chalabi et financé par le congrès américain s'en portaient garants. Plus concrètement, le «programme pétrole contre nourriture» conduisait progressivement à un retour sous contrôle de Saddam Hussein et tout un lobby s'agitait pour que le programme fût élargi afin de répondre à la crise humanitaire que l'Irak vivait et de permettre le retour des pétroliers américains. Le renversement du régime de Bagdad simplifierait le processus et il répondrait au vœu du Congrès qui avait poussé le président Clinton à signer, le 31 octobre 1998, l'*Iraq Liberation Act*. Cette loi lui demandait de prendre les mesures nécessaires pour contraindre Bagdad à se soumettre à ses obligations internationales et de «soutenir la transition démocratique de l'Irak», une fois Saddam Hussein renversé. S'il fallait ajouter un ultime argument, d'ordre financier, la relance de la production pétrolière irakienne ferait de l'invasion une opération sans frais ¹⁵.

¹⁵ À la demande de Paul Wolfowitz, alors secrétaire adjoint à la défense, un groupe de travail avait été créé par l'American Enterprise Institute, qui comprenait notamment l'universitaire orientaliste Bernard Lewis et Fareed Zacharia, le rédacteur en chef de *Newsweek*. Surnommé *Bletchley II*, le groupe produisit un rapport intitulé «*Delta of Terrorism*» qui développait la thèse de la guerre au sein de l'islam, de la nécessité d'une refonte démocratique de la région à partir de l'Irak, proie plus aisée que l'Iran, et lieu d'expérimentation plus facile que l'Égypte ou l'Arabie séoudite, d'autant que sa population était victime du baasisme, qui est une «forme arabe de fascisme». Cette présentation impressionna les décideurs. Cf. Bob Woodward, *Mensonges d'État*, Paris 2006. Sur les relations EU/Irak, voir Pierre-Jean Luizard, *La question irakienne*, Paris 2002.

Le fiasco militaire

Depuis novembre 2001, Donald Rumsfeld exigeait du général Tommy Franks, le chef du commandement régional couvrant le Moyen-Orient et l'Asie centrale (CENTCOM), qu'il innove. Les forces dont il disposerait seraient limitées en nombre et leur regroupement rapidement effectué. Mieux, leur engagement sur le terrain commença le 21 mars 2003, soit le lendemain des premiers bombardements, en lieu et place de la longue préparation aérienne qui avait précédé la manœuvre en 1991. La maîtrise absolue des airs étant assurée dès le début, l'accent était mis sur la rapidité de mouvement des forces au sol, la puissance et la précision du feu aérien, ce qui, en évitant les grands centres de population, devait permettre de sécuriser au plus vite les puits de pétrole, d'échapper à des batailles urbaines et de détruire d'un seul mouvement (*shock and awe*) le centre de gravité du régime. Il y eut quelques complications, mais la chute de Bagdad fut obtenue dès le 9 avril, et Tikrit, la ville natale de Saddam, tomba le 13 du même mois. Rien n'indique que les stratèges américains aient craint l'usage d'armes chimiques ou bactériologiques contre leurs troupes. Le bilan officiel des pertes était disproportionné : 9 000 militaires et 7 000 civils du côté irakien, contre 139 Américains et 33 Britanniques. Le 1^{er} mai, au large de San Diego, Californie, le jeune Bush se posa sur le pont du porte-avions *Abraham Lincoln* décoré d'une banderole affirmant « mission accomplie », et il fit un discours.

Les ennuis avaient déjà commencé. Cependant que l'on mettait en scène la destruction de la statue de Saddam Hussein, place Al-Firdos, et que le commentariat exaltait les prouesses d'une armée supérieure aux légions romaines, aux divisions napoléoniennes ou aux formations blindées de Guderian, la capitale irakienne (et nombre d'autres villes) était livrée à un pillage total, jusqu'au bois des huisseries, au plomb des canalisations et aux trésors du musée archéologique. Les GI's observèrent, qui montaient la garde des seuls ministères du pétrole et de l'intérieur. Une telle situation était pourtant prévisible : le pillage avait accompagné l'invasion du Panama en 1989 et le soulèvement du sud de l'Irak en 1991. Mais les 130 000 hommes de la coalition étaient trop peu nombreux pour « stabiliser » le pays et, plus important, l'administration américaine était convaincue que, ravie de ce qui lui arrivait, la population irakienne se contenterait d'attendre les décisions de ses libérateurs. C'était ignorer, en particulier, le processus de brutalisation auquel celle-ci avait été soumise du fait de la répression, des deux guerres précédentes

et de l'embargo, ou encore la décision de Saddam Hussein de vider ses prisons de tous les prisonniers de droit commun.

Fin 2006, au moment des élections législatives de mi-mandat qui virent la victoire des démocrates, un consensus se dégagait parmi les auteurs. Seuls les titres différaient : borbier, piège, désastre, victoire dilapidée, fiasco, etc.

– Il s'agissait d'abord d'un échec militaire ¹⁶. Certes, les prévisions alarmistes concernant la campagne militaire avaient été réduites à néant : aucune résistance urbaine, pas d'utilisation des armes chimiques, aucun puit de pétrole incendié et pas de déplacement massif de la population civile. Mais, dès l'été 2003, la coalition se trouva confrontée à une insurrection complexe, qu'elle refusa de voir, majoritairement sunnite, mais avec une composante chiite et une autre djihadiste. Embuscades urbaines, engins explosifs improvisés, attentats-suicides, tirs de snipers, le Pentagone se heurtait à une de ces guerres irrégulières que, depuis le Vietnam, il avait volontairement écartées de ses concepts stratégiques. La reconstruction de l'instrument militaire, à laquelle les administrations successives s'étaient consacrées après 1975, reposait en effet sur une armée professionnelle, hautement équipée et constamment entraînée pour un conflit frontal avec l'Union soviétique. L'opération « *tempête du désert* » avait été la démonstration du concept opérationnel d'*AirLand battle*, rendu plus impressionnant encore par l'intégration de l'informatique et de la micro-électronique. L'éclatement concomitant de l'URSS ne remit rien en cause, si ce n'est pour accentuer cette orientation, au nom d'une « révolution dans les affaires militaires » qui privilégiait l'innovation technique, en particulier pour l'arme aérienne, la précision des frappes à distance et la conduite des opérations sur écrans. De surcroît, dans un « âge post-héroïque », la règle du *zéro mort américain* s'était imposée, par exemple en Bosnie et au Kosovo ¹⁷. Mais, en Irak, les choses se développaient de façon inattendue et l'obésité structurelle de l'armée américaine, avec son taux exorbitant de personnels non-combattants, son hypertrophie logistique, sa

¹⁶ Thomas E. Ricks, *Fiasco, The American military adventure in Iraq*, Londres 2006, s'attache à la dimension militaire de l'échec. Des analyses plus larges sont offertes par le recueil : *The Consequences to Come, American Power after Bush*, NYRB, 2008, édité par Robert B. Silvers.

¹⁷ Edward Luttwak : « Towards Post-Heroic Warfare », *Foreign Affairs*, mai-juin 1995.

prédilection pour les matériels sophistiqués, éclatait en plein jour, qui ne pouvait être compensée que par le recours systématique aux frappes aériennes et aux ratissages brutaux.

– C'était aussi une question de doctrine d'engagement. Énoncée pour la première fois en 1984 par le secrétaire à la défense Caspar Weinberger, elle avait été élargie au début des années 1990 par le général Colin Powell, alors qu'il présidait l'état-major inter-armes : il n'y aurait d'engagement militaire que lorsque les intérêts du pays seraient clairement en cause ; cet engagement aurait des objectifs précis et réalistes ; il serait conduit avec une supériorité écrasante des moyens, dans les domaines politique, matériel et moral, afin de remporter une victoire rapide et indiscutable ; l'objectif atteint, les forces se retireraient sans remords ni regrets. De cette doctrine Weinberger-Powell, l'opération « *tempête du désert* » avait été également l'illustration, si ce n'est que des installations et des effectifs importants avaient été ensuite maintenus dans le Golfe pour les besoins du « double endiguement ». C'est d'ailleurs au nom de cette doctrine que le candidat Bush s'était prononcé en faveur d'une politique « humble ». Là où elles interviendraient, les armées américaines ne chercheraient pas à (re) construire un État (*state building*) : leur ethos est la guerre et non pas l'aide humanitaire ou, dit de façon prosaïque, elles n'ont pas à nettoyer les vitres ni à accompagner les enfants à l'école. Toutes ces tâches-là pouvaient être déléguées au département d'État, à l'ONU, aux « *French doctors* » et autres ONG. C'est bien ainsi que Donald Rumsfeld voyait les choses. Il ne voulait pas répéter la Bosnie et le Kosovo, où rien n'avait été réglé par la victoire, et, dès après la chute de Bagdad, il parla de rapatriement des troupes. Par la suite, il se désintéressa en fait des questions politiques que soulevait l'occupation de l'Irak, en même temps qu'il s'acharnera à vouloir tout contrôler.

Bourbier politique

Mais, puisque le but de guerre était le renversement du régime baasiste, les États-Unis étaient engagés dans la (re) construction politique du pays, et, puisque tout s'était dégradé en Irak au cours des deux décennies précédentes, dans sa (re) construction matérielle.

– Contrairement à ce qui a été affirmé, plusieurs plans avaient été élaborés dont le plus exhaustif (intitulé « *Future of Irak* ») avait exigé un an de travail aux agents du département d'État. Des *think tanks* aussi s'étaient attelés à cette tâche

ou encore la National Defense University dont le rapport de quarante et une pages avait été envoyé à Paul Wolfowitz. Enfin, la directive présidentielle NSPD-24 du 20 janvier 2003 ordonnait la création d'un Bureau de planification de la phase IV au sein du département de la Défense¹⁸. Dans un premier temps, un Bureau pour la reconstruction et l'aide humanitaire (ORHA) fut créé sous les ordres du général (CR) Jay Garner, qui avait l'expérience de l'opération « *Provide comfort* » au Kurdistan d'Irak. Ses objectifs étaient concrets et, somme toute, réalistes, mais son équipe, réduite, n'arriva à Bagdad que le 21 avril, soit après les pillages, et dès le 12 mai, la création d'une Autorité provisoire de la Coalition (CPA) était officiellement annoncée. En d'autres termes, les États-Unis occuperaient l'Irak, qu'ils dirigeraient aussi longtemps que nécessaire. Le vice-roi sera le diplomate L. Paul Bremer III dont la connaissance de la région était nulle, mais cet associé d'Henry Kissinger présentait bien et passait pour un expert de la lutte contre le terrorisme. Très vite, il s'entoura d'une pléiade d'« enfants de troupe » néo-conservateurs, jeunes diplômés aux dents longues et aux idées courtes. Depuis la « zone verte », cette enclave où elle s'était réfugiée, la CPA entreprit la transformation de l'Irak en un 51^e État des États-Unis : dissolution de l'armée et du parti Baas dont les membres seraient chassés de toutes les administrations, jusqu'au quatrième échelon de responsabilité, privatisations, refonte de la bourse, du code de la route, du régime fiscal avec instauration d'une *flat tax*, introduction des OGM, etc. Du jour au lendemain, des centaines de milliers de fonctionnaires civils et militaires se retrouvèrent sans solde, cependant que les privatisations s'accompagnaient de licenciements. Un immense vivier était ainsi offert à l'insurrection¹⁹.

¹⁸ La doctrine militaire américaine divise les opérations en quatre phases linéaires et séquentielles : la I est le regroupement des moyens, la II couvre les opérations initiales qui préparent le théâtre, notamment en s'assurant de la maîtrise des airs, la III est la phase de combat et la IV, celle des opérations de stabilisation. La décision de confier la phase IV au Pentagone allait de soi et la tâche incombait à Douglas Feith dont le général Tommy Franks a pu dire qu'il était « l'enfoiré le plus con que la terre ait jamais porté ».

¹⁹ Rajiv Chandrasekaran, *Dans la zone verte, les Américains à Bagdad*, Paris 2008. 30 000 instituteurs se retrouvèrent par exemple à la rue. La carte du parti Baas était une condition de recrutement dans la fonction publique et d'admission aux grades d'officiers, mais n'entraînait pas automatiquement l'adhésion au régime, ce que Jay Garner avait fort

– En bref, Clausewitz avait été oublié et, comme il se doit, l'erreur était d'abord politique, que quatre autres données ont aggravée. Tout d'abord, en dépit de la présence d'une brigade spéciale, la XTF, puis des 2000 hommes de l'*Iraq Survey Group*, placés sous la direction de David Kay, qui avait été inspecteur en chef de l'ONU et avait découvert après 1991 les programmes secrets de Saddam Hussein, rien ne fut trouvé en matière d'armes de destruction massive, aucune preuve de la poursuite des travaux sur le nucléaire, aucune arme chimique ou biologique, bien que les 946 sites indiqués par le renseignement militaire (DIA) eussent été fouillés, et les scientifiques irakiens interrogés. Ce que le genre de Saddam, Hussein Kamel, avait révélé en 1995, lorsqu'il avait fait défection en Jordanie, était bien vrai—tous les programmes secrets avaient été arrêtés en 1993—et le montage pour « vendre » l'invasion s'écroulait d'un coup. D'autre part, dans son intervention à l'ONU du 5 février 2003, Colin Powell avait cherché à démontrer la liaison du régime irakien avec Al Qaida en évoquant la présence d'« un réseau terroriste meurtrier dirigé par Abou Moussad al-Zarqawi, associé et collaborateur d'Oussama Ben Laden ». L'information était inexacte. Un groupe de djihadistes kurdes, intitulé *Ansar al-Islam* (les « partisans de l'islam ») avait bien été créé en 2001, qui combattait l'Union Patriotique du Kurdistan, et son chef avait pris le nom de guerre précité. Mais il agissait à l'extérieur du régime baasiste et en parallèle seulement avec Al Qaida. L'invasion américaine a délogé Zarqawi du Kurdistan d'Irak, pour l'installer dans le « triangle sunnite ». De la lutte contre les nationalistes kurdes, il a glissé au djihad contre les « croisés ». D'une forme de concurrence à Oussama Ben Laden remontant à ses séjours au Pakistan et en Afghanistan, il est passé à l'allégeance en appelant son nouveau groupe « Al Qaida dans le pays des deux fleuves ». Zarqawi devait innover par les perfectionnements qu'il apporta à l'usage d'explosifs télécommandés et, surtout, par la sauvagerie de ses méthodes : enlèvements et égorgements filmés de ses victimes, acharnement contre les chiites et leurs lieux saints, ce qui transforma la lutte contre la présence étrangère en guerre civile et finit par incommoder ses suzerains. En tout

bien compris. Chose étrange, la Maison-Blanche n'avait pas envisagé une épuration aussi drastique et les historiens ne sont pas parvenus à reconstituer le processus qui a conduit à l'abandon de cette ligne et à la signature des deux premiers décrets du vice-roi Bremer III.

état de cause, l'assertion du secrétaire d'État était devenue une « prophétie auto-réalisée »²⁰.

– Par ailleurs, le vice-roi Bremer III avait officiellement pour mission de transformer le pays en une démocratie, ce qui impliquait au moins la consultation des indigènes. Dès que les hommes de Chalabi mirent le pied sur le sol irakien, il apparut clairement qu'ils ne représentaient qu'eux-mêmes. Mais la CPA, comme la Maison-Blanche, avait de l'Irak une vision communautariste privilégiant les différences et/ou les clivages ethniques et religieux, ce qui pouvait conduire à leur exacerbation et ne permettait pas d'asseoir une stratégie de (re) construction du pays. Le Parti Démocratique et l'Union Patriotique offraient un point d'appui conséquent, mais limité aux provinces du Kurdistan d'Irak. Les premiers décrets affectaient essentiellement (mais pas uniquement) les Arabes sunnites, dans la mesure où le régime baasiste était plus fortement implanté parmi eux, et les prodromes de l'insurrection firent que la répression de l'armée américaine s'abattit d'abord sur eux. Cela conduisait inévitablement la CPA à pencher du côté des chiïtes, mais les choses étaient compliquées. D'une part, ceux-ci comptaient bien faire valoir la loi démocratique de la majorité et n'entendaient donc pas que les nouvelles institutions fussent établies par l'occupant (ligne défendue avec constance par le *marja*'al-Sistani) et, d'autre part, des dissensions existaient entre eux, qui tiennent à l'histoire contemporaine de l'Irak, aux rivalités existant au sein de la *marja'iyya*, aux rapports existant entre clercs et laïcs, à la nature des relations avec le chiïsme iranien et aux rapports de classe²¹. L'existence de plusieurs formations politiques

²⁰ Ahmad Fadil Nazzal al-Khalayla, alias Abou Moussad al-Zarqawi, a été tué par les Américains en 2006. Il était de nationalité jordanienne. Son successeur est un djihadiste égyptien. Voir Jean-Charles Brisard, *Zarkaoui, le nouveau visage d'Al-Qaida*, Paris, 2005.

²¹ Comme on le sait, il n'y a pas de clergé dans le sunnisme, mais il en existe un dans le chiïsme, dont la direction constitue la *marja'iyya*. Un *mujtahid* est un clerc qualifié pour pratiquer l'*ijtihad* ou « effort d'interprétation de la *char'a* par l'exercice de la raison » (P.-J. Luizard) et un *marja'al taqlid* (« référence de la tradition ») est un *mujtahid* chiïte pouvant être pris comme source de référence et d'imitation par les fidèles. Selon les époques, il peut y avoir un ou plusieurs *marja'*, d'autant qu'il existe plusieurs lieux d'étude et de formation, en Irak comme en Iran. Une bourgeoisie d'affaires et de commerce était apparue au sein de la population chiïte d'Irak, mais la masse est composée de

d'inspiration chiïte en est la transcription : le parti Dawa, le plus ancien et à l'origine opposé aux communistes particulièrement influents parmi les pauvres des villes, l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (ASRII) qui a été fondée en 1982 en Iran et qui dispose d'un bras armé, les « brigades Badr ». Un autre courant est apparu dès le début de l'occupation, sous l'impulsion du jeune clerc Moqtada al-Sadr dont l'insuffisante formation religieuse ne lui permet pas de pratiquer l'*ijtihad* mais dont la lignée est l'une des plus prestigieuses du chiïsme irakien. Son père, Mohammad Baqir al-Sadr, le fondateur du parti Dawa, avait été assassiné en 1980 pour son opposition au régime baasiste et son beau-père, Mohammad Sadiq el-Sadr, avait connu le même sort en 1999, après être parvenu à s'implanter parmi les déshérités des villes irakiennes, notamment dans la banlieue misérable de Bagdad, anciennement appelée *Medinet Saddam* et surnommée aujourd'hui *Medinet al Sadr*. Il pouvait se réclamer de cet héritage et du fait qu'à la différence des dirigeants des autres formations chiïtes, il n'avait jamais quitté le sol irakien. Mieux, à son enracinement social, il ajoutait le radicalisme religieux et une opposition nette à l'occupation américaine. Sa milice, l'armée du Mahdi, hâtivement formée de jeunes sans expérience militaire, s'est soulevée à deux reprises, de mai à juin 2004, et à nouveau en août de la même année, après s'être portée à l'aide des rebelles sunnites lors du premier siège de Falloujah, en mars-avril 2004. On considère généralement qu'il cherche à transformer une mouvance encore peu structurée et indisciplinée en un mouvement politique, social et religieux comparable au Hezbollah libanais ²².

– Le concept même de « guerre contre le terrorisme » portait en lui le risque de violations du droit de la guerre tel qu'il a été établi notamment par les conventions de Genève. Or, non seulement ce risque a été assumé, par exemple avec le recours systématique aux frappes aériennes dans les combats urbains (en Irak) ou dans les opérations dites de contre-insurrection (COIN), en Irak comme en Afghanistan, ce qui se traduit inévitablement par de continuelles « bavures » et de lourds « dommages collatéraux », mais encore l'administration américaine a déclaré ne pas reconnaître certains aspects essentiels du *jus in bello*. Les « ennemis » qui

paysans modestes (au sud du pays) et de migrants déshérités installés dans les grandes villes.

²² Voir Patrick Cockburn, *Muqtada Al-Sadr and the Fall of Iraq*, Londres, 2008.

seraient arrêtés pour « actes » terroristes, appartenance à des groupes terroristes ou « complicité » à l'égard de groupes terroristes seraient déclarés « combattants illégaux » et pourraient être incarcérés sans inculpation ni jugement. Partout où la GWOT se déployait, des milliers de personnes furent arrêtées par les forces américaines ou livrées par des régimes sous influence. Environ 800 d'entre elles furent regroupées dans le camp de Guantanamo, à Cuba, ce qui les faisait échapper, pensait-on, à la juridiction des tribunaux américains. Mais s'il est vrai qu'on y retrouvait certains hauts responsables d'Al Qaida – Ramzi Ben al-Sibh, Abou Zubayda et le cerveau des attentats du 11 septembre, Khaled Shaikh Mohammed –, seuls 10% des détenus pouvaient apporter des renseignements utiles. D'autres prisonniers ont été transportés clandestinement (*extraordinary renditions*) dans des lieux où ils se retrouvaient hors garanties judiciaires (prisons de la CIA de Diego Garcia ou de pays alliés pratiquant la question) et un nombre plus important encore sont allés remplir les geôles irakiennes et afghanes. De surcroît, des méthodes d'humiliation et d'interrogatoires sévères ont été autorisées, telle une variante du supplice de la baignoire (le *waterboarding*), lesquelles ont été exportées de Guantanamo à la prison irakienne d'Abu Ghraïb.

– Trois remarques peuvent être faites à ce propos. La justification morale de la « guerre mondiale contre le terrorisme » s'effondrait, sans que la collecte d'informations eût été rendue en quoi que ce soit plus précise par le recours à de telles pratiques. La décision a été prise au plus haut sommet de l'administration Bush, nommément le président Bush, le vice-président Cheney et leurs conseillers juridiques (Alberto Gonzales qui, ensuite, fut un temps secrétaire à la justice, et John Yoo), dès le 13 novembre 2001. Quant aux réticences de Colin Powell et Condoleezza Rice, elles portaient davantage sur le processus de prise de décision que sur le fond. La Cour suprême ayant statué, le 28 juin 2004, que les cours fédérales étaient compétentes pour juger de la légalité de la détention des ressortissants étrangers confinés à Guantanamo, l'administration Bush a mené une bataille juridique tenace, et est parvenue à obtenir que cela se fasse dans l'enceinte de commissions militaires. Dans ces affaires, le privilège de l'exécutif, que renforcent, en temps de guerre, les pouvoirs du commandant en chef des armées, a été constamment invoqué. Il n'est pas excessif de dire qu'un état d'exception a été imposé sur le pays ²³.

²³ David Cole, *Justice at War, the Men and Ideas that shaped America's War on Terror*, NYRB, 2008. Les réflexions du philosophe Giorgio

Busharon

Les positions de la nouvelle administration à propos de la question palestinienne ne semblaient pas arrêtées. Certains ont même pensé que le jeune Bush marcherait dans les pas de son père, qui avait co-présidé la conférence de Madrid. Il héritait, en fait, des récentes négociations de Camp David, dans lesquelles s'était beaucoup investi Bill Clinton, avant que d'en faire reporter l'échec sur Yasser Arafat. Pour la première fois, une solution globale avait été recherchée, satisfaction quasi totale avait été donnée à l'Autorité palestinienne, mais « le vieux » avait une fois de plus renâclé. Parler d'échec était pourtant excessif, puisque les parties palestinienne et israélienne se sont rencontrées ensuite à 54 reprises, que le président Clinton a énoncé, le 23 décembre, des « paramètres pour la paix » qui allaient plus loin que les propositions de Camp David, et, enfin, que la rencontre de Taba, le 21 janvier 2001, a abouti au brouillon d'un accord global. Mais le Premier ministre Ehoud Barak avait décidé de mener la campagne électorale qui l'attendait sur des positions dures, afin de repousser les assauts du Likoud. De plus, la tension était montée au printemps 2000 dans les territoires occupés, à cause de la poursuite des implantations et de l'absence de mesures concernant les prisonniers palestiniens. Dans une telle atmosphère, la visite d'Ariel Sharon au mont du Temple, le 28 septembre, était une provocation manifeste, qui entraîna émeutes palestiniennes et répression des forces armées israéliennes. De cette seconde Intifada, Arafat fut également rendu responsable ²⁴.

La prestation de serment de Bush le Jeune et l'élection d'Ariel Sharon se sont succédé à quelques semaines d'intervalle et cette concordance de temps a eu des conséquences désastreuses. Pour le nouveau président américain, se complaire à jouer les négociateurs, comme l'avait fait Clinton, revenait à rabaisser le statut international de l'« hyper-puissance » et à sombrer dans

Agamben sur l'« état d'exception » sont sur ce point éclairantes.

²⁴ L'ouvrage de l'universitaire britannique Lawrence Freedman, *A Choice of Enemies, America Confronts the Middle East*, Londres, 2008, se limite à l'histoire politique et diplomatique, mais a le mérite de la clarté. Les questions du Levant seront brièvement traitées ici, non point parce qu'elles sont secondaires, mais parce que le lecteur pourra se reporter au numéro 82 (2008) de « *Recherches Internationales* » qui leur est consacré.

le wilsonisme ²⁵. Pire, la « guerre mondiale contre le terrorisme » aidant, le 11 septembre, le djihadisme globalisé et la deuxième Intifada furent associés dans la même condamnation, avec pour arguments les attentats-suicides contre des civils israéliens auxquels se livraient le Hamas et le Djihad islamique. En bref, il n'était plus question de rechercher une solution globale, mais de combattre le terrorisme dans les territoires occupés. C'est uniquement pour contenter les Européens que l'on en revint, en avril 2003, au gradualisme d'Oslo sous la forme de la « feuille de route » dont le suivi était confié au Quatuor. L'échec de cette démarche était pourtant patent, au sens où il tronçonnait les données de la question palestinienne et laissait dépendre chaque étape nouvelle d'un accord du gouvernement israélien du moment, lequel n'avait aucune raison d'être accordé, à moins que ledit Quatuor en fit une obligation. À cet égard, le fait de fixer un calendrier de cinq années ne pouvait être qu'un faux-semblant et la seule disposition à avoir été respectée fut la tenue d'élections libres dans les territoires occupés, pour voir leurs résultats être annulés parce qu'ils ne correspondaient pas à ce qui était demandé. Yasser Arafat était le président légitime de l'Autorité palestinienne, mais la double accusation qui lui fut adressée – avoir torpillé Camp David et avoir monté la deuxième Intifada – en fit l'obstacle dirimant à toute solution. Il fallait détruire son autorité et on la détruisit. Ariel Sharon, quant à lui, avait toujours été hostile au processus d'Oslo. Son objectif était de mater la deuxième révolte, qu'il avait provoquée, et d'imposer unilatéralement sa politique : poursuite de la colonisation, intégration de Jérusalem-Est, transformation de la Cisjordanie en bantoustans, construction du Mur en dépit de la condamnation de la Cour internationale de justice et, pour des raisons d'efficacité sécuritaire, évacuation de la bande de Gaza. Ce refus de la concertation revenait à nier l'existence de l'Autorité palestinienne et, partant, à en discréditer la direction, ce dont le Hamas tirait un bénéfice politique. Pendant tout ce temps, le soutien de l'administration américaine fut sans faille. Ainsi, recevant Sharon à la Maison-Blanche en avril 2004, George Bush déclara que le règlement de la question palestinienne devait tenir compte

²⁵ On n'a pas assez relevé que, dans son article programmatique de la revue « *Foreign Affairs* », Condoleezza Rice était partie en guerre contre le wilsonisme, défini comme la soumission de la puissance américaine au multilatéralisme. Or, par la suite, les néo-conservateurs n'ont cessé de se réclamer du wilsonisme pour justifier la démocratisation par la force des « territoires indiens ».

des changements survenus sur le terrain au cours des décennies précédentes et se contenta de souhaiter que le Mur ne soit qu'une « barrière de sécurité et non pas une barrière politique ».

La mort d'Arafat, le 11 novembre 2004, et l'élection de Mahmoud Abbas, qui apparaissait plus convenable, semblèrent conforter le discours sur la nécessaire démocratisation du Moyen-Orient. L'« automne des autocrates » était venu et l'Autorité palestinienne fut priée de surmonter ses réticences et de tenir les élections législatives à la date entendue du 26 janvier 2006. Comme le Hamas en sortit vainqueur, et qu'il était difficile de changer de peuple, l'administration Bush adopta une ligne de confrontation, que suivirent bon gré mal gré les autres pays occidentaux. Le gouvernement légalement mis en place ne fut pas reconnu et des appels implicites à son renversement furent lancés, ce qui déboucha sur l'expulsion du Fatah de la bande de Gaza à la mi-juin 2007. Au lieu d'un État palestinien, il y avait désormais deux gouvernements croupions, et la guerre civile menaçait ²⁶.

L'attention s'était détournée vers le Liban où, de concert avec la France, l'ancien Premier ministre Rafic Hariri fut encouragé dans sa croisade inattendue contre l'influence syrienne, légitimée pourtant par l'Accord de Taïf de 1989 et confortée par le traité « fraternel » signé par les deux pays en 1991. La « révolution du cèdre » qui suivit son assassinat le 14 février 2005, puis l'acceptation par Damas de la résolution 1559 du Conseil de sécurité lui ordonnant de retirer ses troupes, laissèrent entrevoir une troisième étape, qui aurait été le désarmement et la réduction du Hezbollah, classé parmi les formations terroristes et considéré comme une créature pure et simple des mollahs iraniens. Aujourd'hui encore, aucune preuve n'a pu être apportée à la thèse selon laquelle la guerre lancée par Israël contre le Liban, en juillet 2006, avait été concertée avec les États-Unis. L'origine immédiate avait été, le 12 de ce mois-là, un coup de main audacieux du Hezbollah sur la frontière avec Israël, au cours duquel trois soldats avaient été

²⁶ La victoire électorale du Hamas ne signifiait pas une adhésion de la population palestinienne à l'ensemble de ses thèses et de ses pratiques. L'impéritie, la corruption et la brutalité de certains organes de l'autorité palestinienne, le fait qu'un très long exil avait coupé maints dirigeants et cadres du Fatah des réalités des territoires occupés, l'action sociale et éducative du Hamas, son fondamentalisme religieux aussi, éclairent cette victoire. Voir Khaled Hroub, *Le Hamas*, Demopolis, Paris, 2008.

tués et deux autres capturés. L'unité lancée à la poursuite tomba à son tour dans une embuscade et perdit quatre hommes dans la destruction de leur char Merkava, puis un cinquième. De tels coups de main avaient eu lieu dans le passé, qui permettaient au Hezbollah de négocier ensuite des échanges de prisonniers. Israël aurait pu se prévaloir de la résolution 1559, qui exigeait également le désarmement des milices, d'autant que le contexte diplomatique paraissait favorable. C'est l'option militaire qui fut retenue. Le plan d'opérations du chef d'état-major, Dan Halutz, qui avait été adopté un semestre auparavant, prétendait lui aussi innover. Au lieu d'engager des forces terrestres jusqu'au fleuve Litani pour ensuite ratisser la zone ainsi occupée, ce serait le « combat du vautour contre le serpent », l'aviation étant chargée de détruire le centre de gravité de l'adversaire. Par ailleurs, la riposte serait sciemment disproportionnée afin de créer un effet de levier qui couperait le Hezbollah du reste de la population libanaise. Mais, comme on le sait, cette « guerre de trente-trois jours » fut un échec militaire pour *Tsahal*.

Trois éléments méritent d'être soulignés, si l'on veut cerner le rôle des États-Unis. Le plan d'opérations du général Halutz entrait parfaitement dans les concepts américains concernant la puissance aérienne et, compte tenu de la très grande proximité d'armes existant entre les deux pays, il est probable que les stratèges du Pentagone avaient été consultés au stade conceptuel. Cela ne signifie pas que l'état-major israélien – le Premier ministre Olmert, qui avait succédé à Ariel Sharon, et son gouvernement laissèrent les militaires agir à leur guise – a demandé et obtenu le feu vert avant d'agir, mais il était assuré du soutien politique des États-Unis. Il est de fait indéniable que les buts de guerre des deux pays étaient identiques : 1°) détruire le « *Commandement ouest* » de l'Iran, avant que celui-ci n'accède à l'arme nucléaire ; 2°) rétablir la crédibilité de la dissuasion israélienne ; 3°) forcer le Liban à devenir un État « responsable » ; 4°) affaiblir le Hezbollah ; 5°) ramener vivants les deux soldats capturés sans avoir à procéder à des échanges de prisonniers. De fait, Bush le Jeune, qui participait alors à la réunion du G-8 en Russie, ne cacha pas que l'offensive israélienne relevait de la confrontation avec l'« axe du mal » et le terrorisme international. Enfin, la diplomatie américaine fit tout ce qui était en son pouvoir pour permettre à Israël de disposer de suffisamment de temps pour « achever le travail »²⁷.

²⁷ Les cinq buts de guerre ont été dégagés par Anthony Cordesman, l'analyste en vue du CSIS. La déclaration de Condoleezza Rice selon

Suspects habituels

Invoquer l'inexpérience internationale du jeune Bush et les travers de sa personnalité—une paresse intellectuelle, la conviction qu'il est dans le vrai et que son instinct (*guts*) ne le trompe pas—ne peut éclairer le fiasco de l'action menée au Moyen-Orient²⁸. Son équipe était expérimentée et plusieurs de ceux chargés de la politique extérieure avaient déjà servi sous son père. Par ailleurs, comme cela a été déjà évoqué plus haut, elle a disposé pendant de longues années d'un large soutien, ce que devait confirmer la réélection de 2004. Enfin, les affrontements bureaucratiques qui ont marqué les six premières années au moins du règne de George W. Bush, et par lesquels on tend à expliquer les échecs sont chose banale à Washington. En définitive, la recherche des coupables s'est concentrée sur quatre groupes, les grandes compagnies pétrolières et le lobby pro-israélien, qui étaient connus de longue date, les évangéliques et la camarilla néo-conservatrice dont l'émergence est plus récente, du moins pour les observateurs extérieurs.

Il est inutile de s'attarder sur les hydrocarbures. Les pétroliers ont été, avec les missionnaires et les archéologues, les premiers Américains à s'intéresser au Moyen-Orient et, s'il leur a fallu batailler pour prendre leur place en Irak et en Iran, que le Royaume-Uni contrôlait, c'est dès 1933 que la SOCAL fore en Arabie séoudite. Nul n'ignore qu'après le sommet de Yalta, et alors qu'il était à l'article de la mort, Franklin Delano Roosevelt voulut rencontrer Abdul Aziz ibn Séoud, qu'il accueillit à bord de son navire. De Truman à Bush l'Ancien, la « guerre froide » au Moyen-Orient est restée indissociable de la volonté de contrôler, d'une manière ou d'une autre, les ressources fossiles. La « doctrine Carter » énoncée après la chute du chah, et qui créait une « force de réaction rapide » pour intervenir militairement dans la région, ne le cachait aucunement. À cet égard, la disparition de l'Union soviétique a eu pour seul effet d'élargir l'aire aux « stans » et au Caucase, ce qui augmentait d'autant la mise. En deuxième

laquelle le monde assistait alors « aux douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen-Orient » est symptomatique de la fermeture mentale dont souffre l'administration Bush. Voir Frédéric Pons, *Israël en état de choc*, Paris, 2007.

²⁸ Le journaliste texan Robert Draper a intitulé la biographie qu'il consacre au 43^e président *Dead Certain*, NY, 2007, jeu de mots malheureusement intraduisible en français.

lieu, l'*American way of life*, mais aussi l'économie et les forces armées des États-Unis, repose sur cette source d'énergie. Enfin, à cette dépendance interne, ou si l'on peut dire systémique, est venue s'ajouter, ces trois dernières décennies, une dépendance croissante vis-à-vis de l'étranger, un seuil symbolique ayant été franchi en avril 1988 qui vit, pour la première fois, la part des importations dans le bilan énergétique global dépasser celle de la production nationale. En mars 2001, George W. Bush avoua que la nation était confrontée à une « crise énergétique » de nature structurelle et que, pour en sortir, il lui fallait « plus de sources d'énergie ». Une commission – le « groupe pour la mise en œuvre d'une politique nationale de l'énergie » (NEPDG) – fut formée à cette fin. Son chef était le vice-président Cheney qui, pendant son passage dans le privé, avait été le PDG de la société Halliburton, et les travaux du groupe furent conduits en étroites relations avec les grandes entreprises : le secrétaire à l'énergie, Larry Lindsey, membre éminent de la commission, rencontra pas moins de 109 dirigeants du secteur entre janvier et mai 2001. Tout en évoquant les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables, le rapport publié le 17 mai insistait sur la relance du nucléaire et l'augmentation continue des énergies fossiles grâce au renforcement du partenariat public/privé, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. En d'autres termes, on ne combattrait pas la double dépendance, et, dans un certain sens, on l'accentuerait du simple fait que la consommation d'énergie continuerait de s'accroître, mais l'issue serait trouvée en levant les contraintes réglementaires, en écartant les réglementations environnementales, en diversifiant les fournisseurs étrangers et en assurant le plein essor du libre marché mondial. En bref, toujours plus ²⁹. Est-ce à dire que le renversement des taliban s'explique par le projet du gazoduc turkmène ? Bien évidemment non, d'autant que celui-ci restait imprécis et aurait été coûteux, mais cela ne réduit en rien l'importance géostratégique de l'Afghanistan ni ne scelle l'abandon du projet. Quant à l'Irak, les États-Unis ne sont parvenus ni à relancer la production ni à obtenir un consensus entre factions irakiennes sur le partage de la rente ni à imposer la privatisation des ressources nationales. La seule chose obtenue à ce jour a été l'abandon de la facturation en euros et le retour au dollar. Ce n'est pas négligeable, mais reste médiocre. Cela étant, et pour paraphraser Donald Rumsfeld,

²⁹ Michael Klare, *Blood and Oil, How America's Thirst for Oil is killing Us*, Londres, 2004.

un échec politique et militaire ne signifie pas l'inexistence d'un projet stratégique.

La thèse selon laquelle la politique américaine est inspirée par les juifs est ancienne et ses racines plongent à l'intérieur même du pays, où elle a constamment disposé de partisans aussi influents que J. Pierpont Morgan, Henry Ford ou Richard Nixon. Ce dont il est question est différent, que la controverse autour des publications de deux universitaires met en lumière³⁰. La problématique peut être résumée en quelques phrases. L'existence de l'État d'Israël n'est aucunement remise en cause, ni son droit à poursuivre une politique nationale. Ce qui fait problème est le soutien constant que les administrations américaines lui ont accordé, quand bien même cela allait à l'encontre des intérêts bien compris des États-Unis et ne répondait pas de façon indiscutable à ceux d'Israël, au sens où cela entretenait les tensions au Moyen-Orient et y nourrissait l'extrémisme. Le *deus ex machina* devait être cherché dans l'existence d'un lobby pro-israélien (et non pas juif), extrêmement efficace et de plus en plus fortement aligné sur les positions du Likoud. On voit mal ce qu'il y a à redire à sa description, abondamment nourrie de faits et de citations (105 pages de notes sur les 500 de l'édition française). Le lobby est connu, dont le noyau est constitué par l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*), ses excroissances et ses filiales. Sa diligence rivalise presque avec celles de la National Rifle Association et des fonds de pensions. Elle s'exerce essentiellement au niveau du pouvoir législatif, la Chambre des représentants pour tout ce qui concerne la si considérable aide économique et militaire, le Sénat pour ce qui relève davantage des relations internationales. S'y ajoute un travail idéologique à propos du Moyen-Orient et, plus largement, des pays arabes et de l'islam, travail qui entretient l'«orientalisme» au sens où l'entendait Edward Said, l'arabophobie et l'islamophobie qui, au cours de l'actuelle campagne électorale, se sont cristallisées autour de la personnalité de Barack Hussein Obama.

³⁰ John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, Paris, 2007. À l'automne 2002, la revue *Atlantic Monthly* avait invité les deux auteurs à travailler sur ce thème, mais le manuscrit envoyé en janvier 2005 fut refusé. Cela se reproduisit avec d'autres publications, jusqu'à ce que le texte fût repris par la *London Review of Books*, publication qui entraîna un vif débat, relancé par la revue *Foreign Policy* à l'été 2006.

On ne peut cependant pas suivre les auteurs lorsqu'ils nient l'importance stratégique de l'alliance israélo-américaine. Celle-ci a été déterminante, lors de la « guerre des Six Jours », pour briser les régimes progressistes arabes, puis pour contenir le mouvement national palestinien, et elle le reste aujourd'hui pour maintenir en respect l'ensemble de la région. Mieux, elle s'étend à d'autres régions du monde, dans la mesure où, grâce à l'existence de réseaux et de filières autonomes, à la constitution d'un complexe militaro-industriel de qualité, à la renommée qui entoure ses forces armées et ses services secrets, Israël est en mesure d'accompagner discrètement les États-Unis, de compléter leurs actions ou de les précéder. Ce fut le cas en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid et cela le reste en Afrique sub-saharienne. Les relations établies avec la Turquie ou l'Iran du chah ont servi, y compris pendant la guerre irako-iranienne, et elles servent encore. Le rapprochement spectaculaire entre Israël et l'Inde vient conforter l'embellie des relations indo-américaines. La récente guerre provoquée par la Géorgie en apporte une preuve supplémentaire ³¹. Il est vrai que cette alliance a interdit une solution de la question palestinienne conforme aux résolutions de l'ONU, qu'elle entretient un foyer purulent de tensions et de conflits dans les territoires occupés, mais aussi en Israël et dans l'ensemble du Levant, qu'elle contribue au blocage général du Moyen-Orient, mais ce n'est pas la première fois qu'une alliance perdure quand bien même elle est contraire aux intérêts à long terme de ses membres. Par ailleurs, l'activité de l'AIPAC n'épuise pas la problématique ou, plus exactement, son efficacité reconnue découle du fait que la Shoah a été en quelque sorte naturalisée par les États-Unis. Ceux-ci n'avaient rien fait pour tenter d'arrêter l'extermination des juifs d'Europe, mais dans la mesure où celle-ci a été perpétrée sur un continent dont ils avaient, historiquement, voulu se séparer, ils se retrouvent lavés de la souillure et conservent leur magistère moral. Ce processus de naturalisation a commencé avec la « guerre des Six Jours » et s'est amplifié après la fin de la guerre froide. Parce que les États-

³¹ On sait que 2 000 soldats géorgiens combattait en Irak avant que d'être précipitamment rapatriés chez eux. Un des officiers supérieurs de ce contingent a déclaré au journal britannique en ligne *The First Post* que l'Irak constituait un excellent théâtre pour préparer la reconquête de l'Abkhazie. Israël participe au développement, à la modernisation, à l'armement des forces géorgiennes et s'intéresse à l'oléoduc BTC qui évacue une partie du pétrole azerbaïdjanais vers la Turquie.

Unis sont la puissance du Bien, la défense du David israélien est assurée, et corollairement, le soutien constant accordé à Israël vient confirmer le caractère « indispensable » de la puissance américaine. Il n'y aura jamais plus de Munich, ni de Shoah.

À cela, le groupe appelé « sioniste chrétien » est venu donner une dimension pré-millénariste. Il trouve son origine dans l'interprétation dispensationaliste de la Bible qui veut que le retour des juifs en Palestine précède la seconde venue du Christ, annoncée dans les prophéties des deux Testaments. Venue d'Angleterre, cette interprétation s'est diffusée aux États-Unis à partir du XIX^e siècle et constitue aujourd'hui une des variantes les plus extrémistes de la mouvance évangélique. Le courant s'est doté de plusieurs organisations, dont les *Christians United for Israel*, la *National Christian Leadership Conference for Israel*, la *United Coalition for Israel*, etc., dont les relations avec l'AIPAC sont étroites et le lobbying intense. Leur hostilité à l'existence d'un État palestinien est totale et il va de soi que, pour eux, les guerres américaines au Moyen-Orient sont d'inspiration divine ³².

On a voulu voir dans la politique extérieure du 43^e président, au moins pendant son premier mandat, le triomphe des néo-conservateurs. La mouvance et ses idées sont désormais connues ³³. Constitués à l'origine de démocrates libéraux, au sens américain du terme, ayant souvent milité dans des groupes trotskistes pendant leurs universités, ils avaient participé à la guerre idéologique et culturelle contre le « totalitarisme soviétique ». Certains étaient entrés dans les allées du pouvoir, soit dans l'administration soit au sein des équipes entourant les parlementaires, en particulier le sénateur Henry Martin « Scoop » Jackson, mieux connu sous le nom de « sénateur Boeing ». Ils se sont détachés des libéraux, en réaction aux mouvements d'opposition à la guerre du Vietnam, puis à la détente ébauchée pendant la décennie suivante. La rupture avec le parti démocrate s'est produite durant la présidence Carter et, faute d'avoir pu promouvoir une candidature « jacksonienne » – leur candidature était le sénateur Daniel Patrick Moynihan -, ils ont rallié d'enthousiasme

³² À croire les dispensationalistes, le retour des juifs en Palestine sera suivi de leur conversion, qui ouvrira alors la seconde venue du Christ. En bref, pour eux, le sionisme est le plus court chemin vers l'extinction du judaïsme.

³³ Alain Franchon et Daniel Vernet, *Les néo-conservateurs*, Paris, 2005. Le soutien *perinde ac cadaver* de la droite israélienne est un article de foi pour cette mouvance.

Ronald Reagan. Le mouvement ne s'est pas éteint en même temps que la guerre froide, une nouvelle génération, carrément conservatrice, ayant pris la relève. Un partage des tâches s'est effectué entre les idéologues (éditorialistes, publicistes, animateurs de *think tanks*) et les « praticiens » œuvrant au sein de l'administration (Paul Wolfowitz, Richard Perle, Douglas Feith, par exemple). Du trotskisme originel subsistent un grand savoir faire en matière d'entrisme et de création de comités de pression *ad hoc*, la conviction que les idées décident de tout et, partant, un goût prononcé pour la lutte idéologique. Ils ont indéniablement contribué à formuler et à populariser la « doctrine Bush », qu'on a pu définir comme un « wilsonisme botté », en contraste avec le « réalisme » cynique : nécessité de modeler l'ensemble des relations internationales pour que perdure l'hégémonie américaine, et, pour ce faire, mobiliser la puissance militaire des États-Unis, quitte à ce que cela se fasse de manière unilatérale, dans un projet global de démocratisation. Le Moyen-Orient est prioritaire, car c'est la zone où se concentre le plus grand nombre d'« États scélérats », de régimes autocratiques et d'organisations terroristes, où prolifèrent les armes de destruction massive et où s'exercent les plus grandes résistances à la modernité, mais il importe également d'empêcher l'émergence de compétiteurs pairs (Chine, Russie) et de coalitions régionales potentiellement autonomes (Amérique latine, Asie orientale). Il n'en demeure pas moins vrai que Bush le Jeune n'était à l'origine pas leur candidat préféré, qu'aucun des membres de son cabinet (Cheney, Rumsfeld, Powell ou Condoleezza Rice) ne relevait de leur mouvance et que les postes détenus par eux étaient de deuxième ou troisième rang, où ils n'ont guère brillé par leur compétence. Quand bien même les idées peuvent acquérir une force matérielle, on ne saurait confondre formulation et propagande d'une part, pouvoir réel et prise de décision, d'autre part. Ce qui est remarquable, c'est plutôt l'existence d'un socle commun sur lequel s'est retrouvée l'équipe du 43^e président, socle dont les éléments de politique extérieure ont été définis par un groupe de pression *ad hoc*, le *Projet pour un nouveau siècle américain* (PNAC) dont les lettres ouvertes adressées aux présidents, en janvier 1988 et en septembre 2001, demandaient le renversement par la force de Saddam Hussein. Ce socle perdure après le départ des néo-conservateurs « établis ». Il sous-tend la campagne de John McCain.

Aussi faut-il aller plus loin. Bien qu'il existe des différences entre les « doctrines » qui se sont succédé et que la fin de la guerre froide ait constitué une césure dans les relations internationales, il nous semble nécessaire de remonter à la crise des années

soixante et soixante-dix, qui était aussi une crise d'hégémonie. Une issue a été cherchée dans un nouvelle révolution productive, qui est en effet en voie de s'imposer, mais cela est passé par l'imposition d'un nouveau régime d'accumulation et par la destruction nécessaire des normes et procédures de régulation existant sur le plan national comme sur le plan international : dynamitage du système de Bretton Woods, déréglementation sociale, transnationalisation, financiarisation, néo-libéralisme commercial, intégrisme du marché et émergence de l'« État prédateur ». La disparition du modèle soviétique moribond a indiscutablement renforcé le cours déjà amorcé, et n'a affecté ni la course aux armements ni l'essor du néomilitarisme américain qui en constituent un élément central. Le creusement des inégalités, la précarisation et la polarisation de la société ne peuvent être tolérées que grâce à une consommation effrénée qui exige l'endettement des ménages, induit le déficit public, entretient le déséquilibre des comptes extérieurs et engendre une succession de cycles spéculatifs. Aussi cela doit-il s'accompagner du contrôle interne de la population et d'une fuite en avant vers l'« empire ». Or, celui-ci se révèle difficile à établir et impossible à gérer ³⁴.

D'une doctrine l'autre

Le fiasco irakien a brisé net l'élan de la « doctrine Bush ». La Syrie et l'Iran ont échappé aux foudres du justicier universel, et des ajustements stratégiques ont dû être ménagés dans d'autres régions du monde, en Asie du Nord-Est en particulier. Washington est revenu sur son unilatéralisme de principe, et ce d'autant plus

³⁴ Il va de soi que cela appellerait de bien plus amples développements. Les ouvrages d'Andrew J. Bacevitch sont ici une lecture indispensable, en particulier son récent *The Limits of Power, The End of American Exceptionalism*, NY, 2008. Colonel de l'armée américaine, l'auteur est professeur à l'université de Boston. Ses travaux antérieurs ont porté sur le « nouveau militarisme américain », l'« empire américain » et la présidence Clinton. Les instruments d'analyse ne sont pas marxistes, qui se réclament davantage de la morale politique et de l'éthique chrétienne, ce qui n'atténue en rien leur pertinence. Certes, la fin de la guerre froide avait permis de récolter les « dividendes de la paix » (baisse du poids relatif des dépenses militaires), sans arrêter pour autant la course aux armements. Le concept d'« État prédateur » est développé par James K. Galbraith dans *The Predator State: How Conservatives Abandoned the Free Market and Why Liberals Should Too*, NY, 2008.

aisément, il faut le reconnaître, que les résistances que celui-ci avait rencontrées n'étaient pas vraiment déterminées. Pourtant, le Moyen-Orient occupe une place moins importante dans la campagne en cours que lors des élections de 2006.

On veut y voir les effets du « *surge* », disons du « renforcement », décidé au début de 2007 pour éviter l'échec total en Irak. Une trentaine de milliers d'hommes supplémentaires ont été alors envoyés afin de sécuriser Bagdad et la province d'Anbar, considérée comme le bastion de l'insurrection sunnite. Cela aurait conduit à la réduction notable des attentats et des pertes militaires, tant du côté américain que pour les forces gouvernementales irakiennes. L'accroissement des moyens humains paraît néanmoins avoir joué un rôle second par rapport à d'autres facteurs, à savoir, d'une part, les accords conclus avec les insurgés sunnites pour constituer des milices rémunérées et capables de s'opposer aux djihadistes immigrés, et, d'autre part, l'achèvement du fractionnement ethno-communautaire du pays, rendu manifeste dans la capitale par la formation de ghettos murés. Dans le même temps, chacune des composantes prend ses marques dans l'attente du changement d'administration, sans qu'aucun des problèmes de fond n'ait été réglé. La situation économique et sociale reste plus mauvaise qu'avant l'invasion, comme l'indiquent par exemple les coupures d'électricité ou la stagnation de la production pétrolière ; on estime à 600 000 le nombre des victimes directes et indirectes, à 2 millions celui des exilés et à 2,5 millions celui des déplacés intérieurs ; plusieurs organes de l'État ont été appropriés par des milices et des factions politiques ; les tensions intercommunautaires (Kurdes/sunnites/chiïtes, sans compter les petites minorités chrétiennes, yézidie ou turkmène) et intra-communautaires (à l'intérieur des principales composantes) ne se sont pas réduites. Nul ne sait ce dont demain sera fait, si ce n'est que le pire peut se produire, sans être pour autant inévitable. Dans ce jeu, les États-Unis, qui entretiennent à Bagdad leur plus grande ambassade, environ 150 000 hommes armés et une centaine de milliers de personnels relevant de sociétés privées de sécurité et de logistique, peuvent tout bloquer, sans être en mesure de dénouer en quoi que ce soit l'écheveau des contradictions. De plus, si les chiffres des pertes militaires ont baissé en Irak, l'instabilité s'accroît en Afghanistan sous l'effet d'un renouveau du mouvement taliban et de la reprise d'activité de mouvements ayant participé au djihad antisoviétique. À certains égards, la situation est rendue plus préoccupante encore du fait qu'il s'agit bien de reconstituer, dans ce pays, une forme d'État. Or, le régime établi entre 2002

et 2004 repose sur les seigneurs de la guerre et des alignements communautaires, ce qui exclut tout véritable projet politique. La pauvreté, l'ignorance, les violences faites aux femmes, la corruption, les abus de pouvoir sont autant d'obstacles au redressement. Le seul secteur en plein essor est la culture du pavot, ce qui fait de l'Afghanistan un narco-État.

Deux constatations peuvent être faites. La première porte sur l'instrument militaire, notamment sur l'armée et le corps des marines qui, selon Colin Powell, sont brisés. La « longue guerre » a déjà sept ans et l'ensemble des ressources humaines de ces deux armes, à l'exception des unités basées en Corée du sud, a été engagé. Si les pertes restent relativement faibles, et sont moins ressenties à l'arrière parce que l'armée a été professionnalisée, il faut compter avec l'immense traumatisme que les missions répétées ont engendré. Selon une étude de la RAND, plus de 300 000 vétérans rentrés de ces théâtres, soit 18,5% de ceux déployés depuis 2001, souffrent d'un syndrome de stress post-traumatique ou/et de dépression caractérisée, ce qui a déjà coûté au pays plus de 6 milliards de dollars, rien que pour les deux années consécutives au déploiement. C'est là une des données prises en compte par Stieglitz dans son calcul du coût total de la guerre jusqu'en 2017, coût qu'il évalue à 3 000 milliards de dollars. Alors qu'elle est déjà surendettée, l'hyper-puissance n'a plus les ressources humaines ni les moyens financiers de maintenir son empire. Pourtant, un débat est apparu entre les « croisés » et les « conservateurs », pour reprendre les dénominations d'Andrew Bacevitch. Les premiers ont intégré la ligne du général David Petraeus qui, après avoir commandé une division, puis plus tard l'ensemble des forces déployées en Irak, et enfin le CENTCOM, s'est fait le chantre des COIN. Les expériences des guerres coloniales françaises et britanniques, des guerres américaines au Vietnam et en Irak l'ont conduit à la rédaction du nouveau manuel consacré aux conflits irréguliers. Il s'agit, pour les « croisés », d'adapter l'instrument militaire à la nouvelle guerre qui, à leurs yeux, se prolongera en Mésopotamie et ailleurs. Pour les « conservateurs », la tâche des forces armées est de défendre le territoire national et non point de chercher à pacifier les territoires indiens. Ce débat est l'un des enjeux, non formulés, de la campagne électorale ³⁵.

³⁵ Les résultats de l'étude de la RAND sont exposés dans « Cessez le massacre ! », in « *Diplomatie* », n° 35, pp. 18-25. Les écrits des « colonels » français (Galula, Trinquier, etc.), le livre d'Alistair Horne, *A savage war*

La deuxième constatation est plus évidente encore. Les États-Unis et les Européens, là où ils interviennent à leurs côtés, sont incapables de (re) construire les pays occupés. C'était déjà le cas en Bosnie et au Kosovo, sur une petite échelle, c'est manifeste en Irak et en Afghanistan. Engagée et conduite de l'extérieur, l'entreprise ne cherche pas ou ne parvient pas à (re) constituer l'État. À cet égard, les expériences de l'Allemagne et du Japon au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sont des exceptions, qui tiennent à l'histoire de ces pays et au fait que les conceptions qui prévalaient alors s'inscrivaient dans ce qu'on pourrait appeler, pour faire court, une vision « *New Deal* ». Ce n'est plus du tout cela et s'y ajoute la pagaille générée par la prolifération des intervenants, multilatéraux, publics, privés (BTP, sociétés de sécurité, etc.) et non gouvernementaux. L'une des conséquences les plus remarquables est l'effet d'éviction qu'exerce cette intervention extérieure : les fonctionnaires, cadres et techniciens sont attirés par les salaires ainsi offerts, notamment par les ONG, et abandonnent le service public, qui est enclin à obtenir, par la corruption, l'équivalent de ce que les autres reçoivent de l'étranger ³⁶.

On pourrait élargir l'angle de vue, sans que cela n'affecte le bilan. L'« automne des autocrates » perdure et nul ne s'attend à un printemps démocratique au Moyen-Orient. Le drame des Palestiniens se prolonge sans que cela émeuve outre mesure l'Occident et le « processus d'Annapolis », inauguré le 27 novembre 2007, n'a jamais été véritablement engagé. Des métastases ont gagné les deux extrémités de la région. La Somalie a éclaté en trois éléments, le Somaliland, quasi indépendant, le Puntland qui survit grâce à la piraterie maritime, l'« État failli » qui a pour capitale officielle Mogadiscio et où l'Éthiopie sert d'adjutant médiocre des États-Unis. Il n'est pas impossible que cette instabilité gagne, par propagation, ricochet ou effets de billard, l'ensemble de la Corne de l'Afrique. Au Pakistan, des contradictions d'ancienneté variable, d'origines multiples, de nature différente mais d'intensité

of peace, 1977, rééd. NYRB 2006, sur l'histoire de la guerre d'Algérie, le film de Gillo Pontecorvo consacré à « *la bataille d'Alger* » ont été des sources d'inspiration, tout comme l'ouvrage du général britannique Rupert Smith, *The Utility of Force*, Londres, 2005. La bible des « croisés » est le livre du colonel John Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife*, Chicago, 2002.

³⁶ Serge Michailof, « L'échec de l'aide en Afghanistan », in *Commentaire*, n° 122, été 2008, pp. 445-455.

cumulative, se sont nouées, qui affectent les voisins indien et afghan, mais également la Chine, l'Asie centrale et le Moyen-Orient. Barack Obama, s'il est élu, souhaite accorder à ce pays une attention prioritaire. Reste le principal ennemi régional, l'Iran. Enrichissement de l'uranium, alliance avec la Syrie, soutien au Hezbollah et au Hamas, influence et manœuvres en Irak, nature du régime et élucubrations de son président, les motifs d'agir ne manquent pas, vu de Washington, et jusqu'au milieu de 2007, on ne pouvait écarter la perspective de frappes aériennes contre les installations nucléaires, couplées à des opérations des forces spéciales, ou contre les bases des « gardiens de la révolution ». Cette possibilité semble s'être éloignée après la publication des analyses de la communauté du renseignement, et du fait des réticences manifestes du Pentagone. Il n'est pas certain que l'« arc sunnite » que les États-Unis voudrait promouvoir pour contrer le chiisme iranien puisse se constituer. Un affrontement sunnites arabes/chiites iraniens aurait des conséquences désastreuses en Irak ou au Liban, et il n'est pas certain que les principaux États sunnites (Égypte, Arabie séoudite) soient désireux de monter à l'assaut, d'autant qu'ils ont à faire face, chez eux, à la nébuleuse Al Qaida. Enfin, on ne saurait ignorer les évolutions en cours au sein des communautés chiites elles-mêmes, ni les velléités diplomatiques des États de la région ³⁷.

À suivre la campagne des présidentielles américaines, deux certitudes se dégagent. L'un et l'autre des deux principaux candidats s'inscrivent dans la grande stratégie hégémonique, mais les doctrines qu'ils ont dessinées divergent, notamment à propos du Moyen-Orient. Pour McCain, la victoire (mais laquelle ?) est à portée de main. Le 43^e président n'avait pas tort, mais a très mal conduit la barque, si bien que la venue aux affaires d'un vieil homme expérimenté devrait suffire à retrouver le bon cap. La ligne de Barack Obama correspond à celle que le rapport bi-partisan Baker-Hamilton avait proposée à la fin de l'année 2006, à ceci près que son colistier, le sénateur Joe Biden, est partisan de la partition de l'Irak. Il y aurait donc, avec Obama,

³⁷ L'ouvrage de Laurence Louër, *Chiisme et politique au Moyen-Orient : Iran, Irak, Liban, monarchies du Golf*, Autrement, Paris, 2008, est riche d'aperçus et d'analyses. On notera, par ailleurs, l'action diplomatique ayant conduit à l'accord de Doha du 21 mai 2008, qui a contribué à l'apaisement des tensions politiques au Liban, et les efforts pour surmonter le clivage existant entre l'Autorité palestinienne et le Hamas.

changement de doctrine à l'échelle de la région. Cela suffira-t-il à atténuer le désastre? Ce n'est pas certain, d'autant qu'en l'occurrence, le mort risque fort de saisir le vif. Aussi apparaît-il nécessaire et urgent, notamment pour l'Europe, de se défaire de la dépendance intellectuelle, politique et stratégique vis-à-vis des États-Unis.

